

la Révolution prolétarienne

REVUE SYNDICALISTE REVOLUTIONNAIRE
Fondée par **Pierre MONATTE** en 1925

De la Chevalerie du Travail à une
renaissance syndicaliste

par Raymond GUILLORE

L'éventail des revenus, nouvelle forme
de l'exploitation de l'homme par
l'homme

par Pierre RIMBERT

A propos d'Israël

par Robert LOUZON

*et Jean AULAS, J. GAVIGNAC,
Pierre VAQUEZ, Théo VAN REUSEL*

Du nouveau dans les syndicats américains

par Daniel GUERIN

LES FAITS DU MOIS

SAMEDI 1er JUILLET. — On apprend que le nombre des chômeurs de la région parisienne était de 15.912 en mai, contre moins de 12.000 en 1966.

Célébration du centenaire de la Confédération du Canada. Emeutes paysannes au Bengale, encouragées par Pékin. Moïse Tschombé est enlevé en pleine ciel et emmené en Algérie.

DIMANCHE 2. — Elections en Allemagne de l'Est : le P.C. obtient 99,93 % des suffrages.

Le congrès S.F.I.O. pose des conditions à la fusion dans la F.G.D.S.

LUNDI 3. — M. Pompidou et sa suite débarquent à Moscou.

MARDI 4. — Au Soudan, des combats entre tribus font plus de 100 morts.

MERCREDI 5. — A Djibouti, arrestation de 7 personnalités politiques.

JEUDI 6. — La France renonce à construire un avion de combat avec la Grande-Bretagne.

Mort de l'ancien député anglais Zilliacus, à 73 ans.

VENDREDI 7. — Procès à Madrid du dirigeant des commissions ouvrières Julian Ariza.

SAMEDI 8. — Michelin décide de fermer ses écoles de Clermont-Ferrand qui accueillent 7.000 enfants.

Grève générale au Maroc pour protester contre l'arrestation de Mahjoub ben Sediq, qui avait pris l'initiative de manifestations antijuives.

LUNDI 10. — L'U.N.E.F. se retire de la Conférence Internationale des Etudiants qui reçoit des subsides du C.I.A.

A Bruxelles, la France s'oppose à l'admission de la Grande-Bretagne à la Communauté des « Six ».

Washington et Londres refusent d'aider le Nigeria contre la sécession du Biafra.

MARDI 11. — Le Bureau de l'U.N.E.F. n'obtient qu'une faible majorité à son congrès.

Elections au Mexique, le parti gouvernemental a 177 élus sur 178.

MERCREDI 12. — 5.000 agriculteurs manifestent à Guéret. A Rabat, Ben Sediq est condamné à 18 mois de prison.

JEUDI 13. — Conférence communiste à Budapest. Absence de la Roumanie.

Emeutes raciales à Newark (U.S.A.) : 12 morts, 600 blessés.

LUNDI 17. — A Prague, le journaliste Jean Bénès condamné à 5 ans de prison.

MARDI 8. — Grève de la presse dans la région lyonnaise pour protester contre le licenciement de 418 salariés.

MERCREDI 19. — Tschombé est jugé à huis clos à Alger.

VENDREDI 21. — Grève de 36 heures des contrôleurs de la S.N.C.F.

L'Assemblée de l'O.N.U. se sépare sans trouver de solution au conflit israélo-arabe.

SAMEDI 22. — Madrid est satisfait de ses premiers contacts en vue de son admission au Marché commun.

DIMANCHE 23. — Détroit est la proie d'émeutes : 6 morts, 200 blessés.

LUNDI 24. — De Gaulle s'écrie à Montréal : Vive le Québec libre !

A Tunis, 59 personnes qui s'étaient livrées à des actions de pillage et d'incendie contre les Juifs sont condamnées à des peines de 2 mois à 4 ans de prison.

JEUDI 27. — Mort de Paul Rassinier, à 61 ans.

LUNDI 31. — Ordonnances gouvernementales sur la Sécurité Sociale. Cotisations augmentées, prestations diminuées, suppression des élections aux conseils d'administration où les salariés ne seront plus en majorité.

MARDI 1er AOUT. — A Tunis, condamnation à 20 ans de travaux forcés d'un étudiant qui avait incité la foule à saccager les magasins juifs et à brûler la synagogue.

A La Havane, un leader noir des U.S.A., Stokely Carmichael, déclare : Nous tuons les premiers.

SAMEDI 5. — A Cognac, grève des verriers chez Saint-Gobain. La police occupe l'usine.

A Bucarest, Willy Brandt admet l'existence des deux Allemagnes.

LUNDI 7. — L'île Maurice vote pour l'indépendance.

MARDI 8. — En Espagne, les commissions ouvrières s'affirment comme un mouvement unitaire, démocratique, indépendant.

VENDREDI 11. — A Alger, M. Taleb annonce que l'enseignement va être entièrement arabisé à partir de la deuxième année primaire.

SAMEDI 12. — Quatre grévistes de Saint-Gobain sont condamnés à 1 mois de prison avec sursis par le tribunal d'Angoulême.

A Rangoon, l'armée fait 18 morts et 49 blessés parmi la foule qui pillait des entrepôts de riz.

MERCREDI 16. — A Tunis, la cour de cassation annule les condamnations de M. Smadja.

JEUDI 17. — Les locaux du consulat russe sont saccagés à Pékin.

VENDREDI 18. — Sans rompre avec la majorité, M. Giscard d'Estaing critique les actes du chef de l'Etat et son « pouvoir solitaire ».

MARDI 22. — A Pékin, les gardes-rouges mettent le feu à l'ambassade britannique.

MERCREDI 23. — L'U.R.S.S. et les U.S.A. déposent à Genève un même projet de non prolifération nucléaire. Bourguiba dénonce « la catastrophique erreur » de Nasser.

JEUDI 24. — Un accord serait en vue pour l'évacuation des troupes égyptiennes du Yémen.

VENDREDI 25. — Bull annonce la fermeture de deux usines dans la région lyonnaise.

SAMEDI 26. — Réunion à Karthoum des chefs d'Etat arabes : l'Algérie et la Syrie absentes.

LUNDI 28. — En Grande-Bretagne, le premier ministre Wilson s'attribue également les affaires sociales.

MARDI 29. — Arrestation au Caire de l'ancien chef de l'armée et de nombreuses personnalités.

MERCREDI 30. — En Algérie, nationalisation de plusieurs sociétés pétrolières.

A Rome, accord italo-tunisien, pour l'indemnisation des colons dont les terres ont été nationalisées en 1964.

JEUDI 31. — Mort à Moscou de l'écrivain Ilya Ehrenbourg.

D'où vient l'argent ?

MOIS DE JUILLET-AOUT 1967

RECETTES :	
Abonnements ordinaires	477,20
Abonnements de soutien	270,00
Souscription	171,10
Vente au numéro	48,50
<hr/>	
Total des recettes	966,80
En caisse au 1-7-67	1.145,59
<hr/>	
2.112,39	
DEPENSES :	
Impression, expédition numéro mai	1.578,04
Téléphone	91,20
Confection bandes	40,00
Frais de déplacement	90,00
<hr/>	
Total des dépenses	1.797,24
En caisse au 31-8-67	315,15
<hr/>	
2.112,39	

ABONNEMENTS DE SOUTIEN

Fradin (Essonne), 35 ; Rivière (Rhône), 40 ; Mahé (Finistère), 35 ; Bichon (Seine-Saint-Denis), 30 ; Maleysson (Haute-Loire), 30 ; Pellet (Bouches-du-Rhône), 20 (6 mois) ; Cloennec (Paris), 50 ; Lippe (Bruxelles), 30. — Total : 270.

SOUSCRIPTION

Héran (Aveyron), 5 ; Colonna (Var), 5 ; Louzon (Alpes-Maritimes), 100 ; Nanta (Paris), 10 ; Aulas (Alpes-Maritimes), 5 ; Caps (Gironde), 5 ; Liège (Vienne), 5 ; Lacrouts (Calvados), 30 ; Lippe (Bruxelles), 6,10. — Total : 171,10.

Note : Attention ! « les basses eaux » continuent et s'aggravent. La marée d'équinoxe nous apportera peut-être autant de mandats que les mois de vacances nous ont apporté de lettres polémiques.

De la Chevalerie du Travail à une renaissance syndicaliste

Notre camarade Maurice Dommanget qui est ici chez lui comme il l'est dans tout le mouvement syndicaliste révolutionnaire, vient de nous donner, à la suite d'une longue série d'œuvres, une histoire de « la Chevalerie du Travail française ». C'est un livre richement présenté par les Editions Rencontre de Lausanne (1).

Étonnante aventure que celle de cette « chevalerie » ouvrière, syndicaliste, socialiste et libertaire; une aventure qui, des dernières années du XIX^e siècle à la première décennie du XX^e, ne dura qu'une dizaine de quinze ans, mais qui exerça — le livre de Dommanget nous le révèle — une influence profonde sur l'action et l'orientation du syndicalisme français de cette époque, dite héroïque. Je parle de révélation, car c'en fut une pour moi, et j'imagine qu'il en sera de même pour beaucoup de militants, seraient-ils assez chevronnés.

Cette révélation ne sera pas seulement, grâce au talent reconnu de l'historien Dommanget, une « résurrection » suivie d'un classement dans nos souvenirs et dans notre bibliothèque. Je crois qu'elle nous apporte aujourd'hui, pour notre action d'aujourd'hui, des éléments, des matériaux très actuels et qu'il n'est pas dit que cette « résurrection » ne se traduira pas par une présence réelle, transfigurée dans une autre période du mouvement ouvrier. C'est ce qui donne à cet ouvrage autre chose qu'un intérêt historique. C'est ce qui implique qu'un militant syndicaliste doit l'avoir lu et, sans doute comme moi-même, qu'il y ait découvert une source fraîche.

La Chevalerie du Travail est née aux États-Unis où elle se développa puissamment entre 1870 et 1890. On la trouve à l'origine et dans le déroulement des grandes grèves de l'époque contre les magnats américains « de la mine et du rail ». Parmi ses militants valeureux, on rencontre cette « Maman Jones » dont l'autobiographie, parue en France il y a quelques années, a fait sensation, et aussi Parsons qui devait être un des martyrs de Chicago du 1^{er} mai 1886.

Les pratiques, les structures et l'idéologie des Chevaliers du Travail passèrent l'océan pour s'établir, en Belgique d'abord où la Chevalerie brilla, puis en France. Son caractère secret et ses rites étaient hérités des compagnonnages et de la Franc-Maçonnerie. A vrai dire, c'était une sorte de franc-maçonnerie prolétarienne. Mais elle n'était pas liée à l'Ordre maçonnique, si ce n'est que des maçons notoires furent aussi Chevaliers du Travail. Le secret de la Chevalerie s'explique par la nécessité d'une clandestinité protectrice des militants ouvriers qui en faisaient partie et qui, pour la plupart, étaient en même temps des dirigeants des luttes ouvrières syndicales de l'époque.

Il est temps de citer des noms. Certains sont très connus dans l'histoire ouvrière; d'autres sont moins connus mais ont pourtant joué un rôle actif dans le syndicalisme et le socialisme révolutionnaire; d'autres le sont trop, car, après avoir

été des Chevaliers du Travail, ils devinrent des chevaliers de la bourgeoisie: c'est le cas d'Aristide Briand dont le nom ne méritait pas d'apparaître ici en premier.

Parmi les premiers, ceux dont l'exemple demeure, Fernand Pelloutier, « la grande figure de Fernand Pelloutier » dit Dommanget. Les syndicalistes révolutionnaires qui se revendiquent encore de Pelloutier, se doivent de commémorer cette année le centenaire de sa naissance. Il est significatif qu'en cette année 1895 où Pelloutier prenait le secrétariat de la Fédération des Bourses du Travail, il adhéra à la Chevalerie. En 1898, il en devint le secrétaire général. C'est sans doute sous l'influence de Pelloutier, ami de jeunesse à l'amitié un peu aveugle, que Briand fut Chevalier du Travail; il fut un moment « la voix » de Pelloutier et, comme tel, un des premiers propagandistes de la grève générale. Le rôle suspect, dès l'origine, d'Aristide le Cynique, est longuement évoqué par Dommanget.

En même temps que Pelloutier, il faut mettre en avant le nom d'Eugène Guérard, secrétaire du syndicat des cheminots. Dirigeant d'une organisation syndicale qui, grâce à lui, est la plus puissante et la plus active de l'époque (50.000 membres en 1893), Guérard fut aussi le second secrétaire général de la Chevalerie. Traqué par toutes les forces de l'ordre, il fut un moment hébergé par Briand. C'est en s'appuyant sur les données qu'il avait apprises alors, que le renégat, utilisant et gonflant son savoir équivoque, brisa la grève des cheminots de 1910!

À ces noms et à d'autres de ceux qui furent des « chefs » dans la meilleure acception du terme, il faut ajouter ceux de militants animateurs des « chantiers » de province (le nom de « chantier » était donné aux groupes locaux de la Chevalerie): Brunellière et Désiré Colombe à Nantes; Malbranque à Amiens; Octave Martinet à Issoudun; le serrurier Pommier à Tours; d'autres encore.

Si c'est vers le syndicalisme que l'influence de la Chevalerie s'exerça principalement, tous les « chevaliers » n'étaient pas des syndicalistes « purs ». Guérard, lui-même, était membre du P.O.S.R. (parti ouvrier socialiste révolutionnaire), parti dit « allemaniste » du nom de son leader et qui, des groupes socialistes de l'époque d'avant l'unité, fut le plus lié à la Chevalerie. Outre Pelloutier, d'éminents militants libertaires furent « chevaliers », et, dans le « chantier » du XVIII^e arrondissement de Paris, un des plus importants de la capitale, on relève, avec un certain étonnement, le nom de Marcel Sembat.

Mais quelle était donc l'orientation de la Chevalerie du Travail française? Pour la saisir, il suffit de suivre les premiers congrès de la C.G.T., car si les militants de tête de celle-ci n'étaient pas tous — il s'en faut — membres de la Chevalerie, l'influence de l'Ordre des Chevaliers du Travail s'y faisait sentir fortement, et notamment par la contribution d'Eugène Guérard, secrétaire confédéral en 1901. Des moyens d'action comme le boycottage et le sabotage viennent d'elle, et surtout le développement de l'idée de grève générale comme moyen d'action révolutionnaire, les cheminots jouant alors un rôle prédominant et décisif.

(1) Edition Rencontre, 4, rue Madame, Paris-6^e, au prix exceptionnellement bas de 13,55 F. Voir aussi la page des « Editions Syndicalistes » sur la couverture de ce numéro.

Il est hors de doute que, dans l'idéologie et la pratique du syndicalisme révolutionnaire français d'avant la première guerre mondiale, la Chevalerie du Travail prit une part importante. Mais Dommanget montre qu'elle n'était pas « une fraction » au sens qu'on donne aujourd'hui à ce mot et à cette pratique. Dans ses principes, nous retrouvons ceux qui nous sont chers comme la coopération et l'égalité, but suprême parce qu'elle est la condition de la liberté. La Chevalerie était plutôt anti-parlementaire, bien que la fonction de député ne fut pas incompatible avec le titre de « Chevalier du Travail », bien que d'ex-chevaliers aient fait ensuite de belles carrières parlementaires.

Quand on apprend que la Chevalerie cessa d'exister en 1911 et que ce fut « une dissolution par en haut », on ne peut s'empêcher de penser que nous étions alors à la veille de la première guerre mondiale dont les conséquences marquent tout le siècle, que « les années terribles » de la Chevalerie qui précédèrent sa fin furent aussi celles de la C.G.T. comme organisation autonome de la classe ouvrière française, et que, peut-être, cela explique en partie la faillite de la C.G.T. devant cette guerre qu'elle avait pourtant annoncée et dénoncée.

Une question se pose maintenant, et qui est de première importance. Ces « Chevaliers du Travail », combien étaient-ils donc en France au moment où ils exerçaient sur le mouvement ouvrier cette influence indéniable ?

Il ne faut tenir aucun compte des évaluations exagérées et extravagantes qui ont été faites « pour effrayer le bourgeois ». Elles sont dues soit au désir d'un certain trésorier de l'Ordre d'en gonfler démesurément les effectifs, soit au besoin qu'éprouva Aristide Briand, auprès de ses nouveaux maîtres, de se mettre en valeur et d'augmenter son éclat. Maurice Dommanget, en s'appuyant sur le nombre de « chantiers » reconnus et sur l'effectif maximum d'un chantier, arrive au nombre de 1.500 adhérents pour la France entière ! Nous disons : mille cinq cents, au maximum !

Cela aussi prête à d'utiles réflexions. Pour les aider à naître et à se développer, il vaut mieux citer Dommanget lui-même :

« C'est une erreur de croire que la faiblesse numérique d'une organisation la frappe de

stérilité. Les exemples du contraire abondent dans l'histoire de tous les mouvements. L'existence même d'un groupement de termites du type de la Chevalerie du Travail française postule la croyance en la vertu d'une minorité consciente et décidée, à condition qu'elle agisse dans le sens de l'évolution. Lénine, ardent protagoniste de l'action des masses, a clairement montré en prenant comme exemples la France avant la Révolution de 1789, la Russie avant les Révolutions de 1905 et de 1917, que l'extrême faiblesse numérique des cadres de la classe montante n'a nullement empêché le succès de cette classe. »

N'est-ce pas d'une Chevalerie du Travail dont nous avons besoin à l'heure actuelle, au moment où tant de jeunes lutteurs cherchent une lumière nouvelle, au moment où certains d'entre eux s'égarant, au moment où d'autres — ou les mêmes — plus nombreux qu'on ne croit, interrogent le syndicalisme et n'obtiennent pas de réponse ?

Il ne s'agit pas, bien entendu, de ressusciter des pratiques secrètes et rituelles, encore qu'un certain côté semi-clandestin puisse et doive être conservé. Il s'agit de refonder, près d'un siècle après et dans les conditions nouvelles du capitalisme d'Etat et de la nouvelle classe qu'il engendre, une union de « chevaliers » de la classe ouvrière au sens classique du mot « chevalier ». Non pas une avant-garde prédéterminée qui s'arroge le droit de direction pour la conquête par elle du pouvoir politique ; une union de militants désintéressés, non pas séparée du mouvement réel, mais dans le mouvement réel, défendant les principes de l'action directe indépendante et ceux d'une morale ouvrière.

Personne, parmi nous, autour de la vieille « R.P. » et de notre Union des Syndicalistes, n'a la prétention de constituer aujourd'hui le seul « noyau » de cette Chevalerie nouvelle. Mais nous n'aurions pas perdu notre temps si, grâce en partie à Dommanget qui fait revivre pour nous une « Chevalerie du Travail » devenue historique, nous avions aidé à la renaissance d'une avant-garde syndicaliste révolutionnaire n'ayant d'autre but que celui de servir la classe mondiale des nouveaux prolétariats.

R. GUILLORE.

La grande figure de Fernand Pelloutier

Pelloutier est né en 1867. Nous le commémorons à l'occasion du centenaire de sa naissance. Pour cela, nous donnons ci-dessous avec l'autorisation de l'auteur, quelques passages du livre de Maurice Dommanget sur « La Chevalerie du Travail ».

Au cours d'une vie très brève — il mourut à moins de trente-quatre ans — Pelloutier s'imposa comme théoricien et praticien du syndicalisme révolutionnaire. Nous sommes ici ses disciples. La carte de notre « Union des Syndicalistes » porte cette célèbre phrase de Fernand Pelloutier :

« La mission révolutionnaire du prolétariat éclairé est de poursuivre, plus méthodiquement, plus obstinément que jamais l'œuvre d'éducation morale, administrative nécessaire pour rendre viable une société d'hommes fiers et libres. »

Fernand Pelloutier... en une dizaine d'années à peine de militantisme s'est imposé comme l'une des grandes figures, sinon la plus grande, du mouvement syndical ouvrier révolutionnaire. Non, hélas ! que sa personnalité soit connue de l'immense cohorte des syndiqués dont l'éducation reste à faire. Elle est même oubliée des cadres qui ont pu sans coup férir débaptiser la salle portant son nom à la Bourse du Travail de Paris.

Mais si ceux qui cheminent actuellement dans le sillon qu'il a creusé au prix de tant de peine font preuve d'ingratitude à son égard, il n'en

est pas de même des historiens du mouvement ouvrier. Ils lui restituent la place éminente à laquelle il a droit. Gaétan Pirou, analysant la pensée de Georges Sorel, dont il est grand admirateur, tient à citer Fernand Pelloutier comme « ayant exercé sur Sorel une influence décisive ». Pour Maxime Leroy, Pelloutier est « le plus grand nom de l'histoire des syndicats » et pour Edouard Dolléans, il incarne « l'âme des militants ouvriers ». Dans son étude relativement récente sur la pensée syndicale française, Robert Goetz-Girey qui croit rehausser Pelloutier en le compa-

rant à Péguy, affirme qu'il « domine de très haut » les autres militants et même qu'il représente « le seul grand nom qui puisse être retenu dans le syndicalisme des militants avant 1914 ».

En fait, de Maurice Barrès à Daniel Halévy en passant par Georges Sorel, tous les hommes de valeur qui l'ont approché ont été impressionnés par sa puissante personnalité. Léon de Seilhac qui a eu souvent recours à lui pour préparer ses ouvrages sur le monde ouvrier, rend hommage à son intelligence, son instruction, son talent et sa sûreté de jugement. Et avec quelle admiration émue en parlaient ceux qui avait travaillé à ses côtés : Rieul Cordier, brave homme qui s'effaçait devant lui à la Fédération des Bourses, et Paul Delesalle qui fut un moment son secrétaire adjoint à la même fédération !

Bien des travaux approfondis et documentés ont vu le jour, depuis un quart de siècle, sur les grandes figures du prolétariat. Aucun — et c'est encore une marque d'ingratitude — ne concerne Fernand Pelloutier...

...Quand Fernand Pelloutier entre dans la Chevalerie du Travail le 4 juillet 1895, à peine âgé de 28 ans et déjà rongé depuis quinze ans par la tuberculose, il n'a plus que cinq ans et demi à vivre. On croirait qu'il le sent car il met les bouchées doubles dans son entreprise de construction, d'éducation et, pour tout dire, de rénovation du syndicalisme entamée à Saint-Nazaire...

Quand le 25 juin 1898 Pelloutier prend en fait le secrétariat de la Chevalerie du Travail, c'est la consécration de son militantisme dans l'Ordre. On peut dire que celui-ci a été mêlé étroitement à sa vie. Bien vite après son admission au chantier n° 1... Alors il est marié avec la sœur de sa belle-sœur. Les deux ménages et la belle-mère

Mme Ridet habitent ensemble au 32 de la rue Levert un appartement au loyer de 650 francs par an. Mais Fernand conserve sa chambre au 5 de la rue de l'Entrepôt où il reçoit une partie de sa correspondance et prend ses repas de midi. Indication suggestive car la rue de l'Entrepôt est aux alentours de la Bourse du Travail, cette conque sonore où les rumeurs des organisations syndicales trouvent écho. Après avoir assisté Rieul Cordier durant l'année 1894 au premier secrétariat de la Fédération des Bourses du Travail, le voilà au commencement de 1895 secrétaire général de cette Fédération qu'il a déjà sortie de l'ornière par un travail acharné. Grâce à ses efforts et en sacrifiant sa santé, il arrive peu à peu à en faire cette « puissance » qu'il affirmait prématurément au Congrès de Nîmes (9-12 juin 1895), le premier des congrès de l'organisation qu'il domine par ses interventions émouvantes. La Fédération ne groupait encore que 34 Bourses et 606 syndicats. Entre ses mains, elle passe numériquement de 46 à 57 Bourses avec respectivement 862 et 1065 syndicats. Mais le nombre n'est pas tout. Qualitativement, par l'œuvre poursuivie sans relâche grâce à lui, par sa combativité et son orientation très nette d'autonomie, la Fédération est devenue la mieux organisée et la plus représentative des organisations centrales corporatives...

...A la vérité, c'est plus qu'un tour de force, c'est de l'héroïsme. Il fallait bien pourtant que Pelloutier menât de front les activités les plus variées. Pour vivre, pour payer les frais médicaux et pharmaceutiques onéreux, la Fédération ne lui avait attribué au début que 25, puis 50 francs par mois. Elle ne lui allouait encore que 120 francs...

Maurice DOMMANGET.

(Extraits de *La Chevalerie du Travail française.*)

L'éventail des revenus, nouvelle forme de l'exploitation de l'homme par l'homme

Dans le mouvement ouvrier on a souvent tendance à confondre un phénomène économique ou social avec la forme sous laquelle ce phénomène se manifeste. C'est ainsi que l'on a souvent confondu et que l'on confond encore la lutte des classes en tant que phénomène social avec la forme que cette lutte peut revêtir selon les circonstances historiques. C'est cette confusion qui fait croire qu'une grève — surtout si elle est violente — est de la lutte des classes, tandis qu'une discussion entre patrons et ouvriers autour d'un tapis vert est considéré comme de la collaboration de classes. En réalité, dans un cas comme dans l'autre, il y a lutte des classes. Seule est différente la forme qu'elle revêt. Que les travailleurs fassent grève et se battent contre les jaunes ou même contre la police, ou bien qu'ils discutent calmement autour d'une table avec leurs patrons pour la fixation de leurs salaires et de leurs conditions de travail, c'est toujours de la lutte des classes dont l'objet est de disputer à leurs employeurs le partage du produit de leur travail en profits et salaires. Car cette dispute entre patrons et ouvriers pour le partage du produit du travail, c'est cela la lutte des classes, lutte qui est imposée par la structure même de la société. La grève ou la discussion n'en sont que la forme.

Cette confusion entre la lutte des classes et la forme qu'elle revêt, nous la retrouvons dans un autre phénomène social : celui de l'exploitation de l'homme par l'homme. Seu-

lement ici la confusion est plus subtile et savamment entretenue par ceux-là mêmes qui deviennent les nouveaux bénéficiaires de cette exploitation.

L'histoire de l'humanité a connu trois grandes formes d'exploitation de l'homme par l'homme : l'esclavage, le servage et le salariat. Qu'il s'agisse de l'esclave exploité par son maître, du serf exploité par le seigneur féodal ou du salarié exploité par le capitaliste, c'est toujours l'exploitation de l'homme par l'homme. Seule change la forme de cette exploitation, c'est-à-dire la manière dont l'homme est exploité. Mais si esclavage, servage et salariat sont les trois grandes formes d'exploitation de l'homme par l'homme que l'humanité ait connues, elles ne sont pas les seules.

Il y a eu — et il y a encore — l'exploitation d'un peuple tout entier par une autre nation. Il y a eu à l'origine l'exploitation de la femme par l'homme, des enfants par les parents. On pourrait aussi citer l'exploitation du bas clergé par le haut clergé dans les Eglises, des soldats par les officiers dans certaines armées et dans le passé, et bien d'autres formes secondaires d'exploitation de l'homme par l'homme. Ces exemples ne sont donnés que pour bien faire comprendre que l'exploitation de l'homme par l'homme est une chose et autre chose est la manière dont elle se fait. Ce qui signifie que la manière d'exploiter le travail de l'homme peut changer sans que disparaisse l'exploitation. Or, il est évi-

dent que les nouveaux exploiters, les bénéficiaires de la nouvelle forme d'exploitation de l'homme ont tendance à présenter la disparition de la vieille forme d'exploitation comme étant la disparition de l'exploitation elle-même. C'est ce qu'a fait la bourgeoisie capitaliste lorsqu'elle a aboli le servage et consacré le salariat. En faisant du salarié un homme juridiquement l'égal de son patron, elle a présenté l'opération comme étant la suppression de l'exploitation de l'homme. Et il fallut des dizaines d'années de propagande socialiste et syndicaliste s'appuyant sur les faits pour arriver à faire admettre que l'égalité juridique des salariés et des patrons n'était pas l'égalité sociale et que l'exploitation de l'homme, pour avoir changé de forme, n'en continuait que de plus belle.

Or, voici qu'un phénomène semblable est en train de se produire sous nos yeux.

Depuis le début de ce siècle, mais surtout depuis la deuxième guerre mondiale, deux grandes transformations se sont produites dans la propriété des moyens de travail. L'une, c'est le passage de la propriété personnelle du capitaliste à la propriété impersonnelle des sociétés par actions; l'autre, c'est le développement de la propriété publique. Ces deux formes de propriétés ont ceci de commun qu'elles ne sont pas dirigées par des patrons, mais par des directeurs salariés. Il résulte de cela que plus ces deux formes de propriétés se développent moins il y a de capitalistes et plus il y a de salariés à la tête des entreprises. Si bien que nous allons vers une situation sociale où il n'y aura plus de patrons et uniquement des salariés. Et naturellement, cette situation est présentée comme étant la suppression de l'exploitation de l'homme, puisqu'il n'y a plus de patrons. C'est notamment ce que prétendent les communistes quand ils parlent des pays de l'Est et ce qu'affirment les dirigeants de ces pays. C'est aussi ce que disent les idéologues américains où les sociétés par actions qui dominent largement ne connaissent que des salariés, les actionnaires étant considérés comme de simple prêteurs d'argent.

Or, le fait de remplacer les capitalistes par des directeurs salariés à la tête des entreprises laisse entier le problème du partage du produit du travail. Et ce partage n'exclut pas la possibilité de l'exploitation de l'homme par l'homme. Seulement au lieu que ce soient des capitalistes qui exploitent les salariés, ce sont les dirigeants hauts salariés qui exploitent les petits salariés.

Voyons cela d'un peu plus près et pour ce faire examinons la différence qu'il y a entre une entreprise capitaliste et une entreprise publique afin de voir comment s'effectue le partage du produit du travail.

Dans une entreprise capitaliste, les choses se passent ainsi :

Le capitaliste, qui possède les moyens de travail, embauche des salariés auxquels il paie un salaire, qui est fixé avant que ne commence le travail. Par leur travail, les salariés produisent une valeur qui est plus grande que celle qu'ils reçoivent comme salaire. La différence entre la valeur produite et les salaires, c'est le capitaliste qui se l'approprie en vertu du droit de propriété. C'est cela qui constitue la plus-value du capitaliste. Or, il est évident que, la productivité du travail étant donnée, cette plus-

value sera d'autant plus grande que les salaires seront petits et vice-versa.

C'est donc dans le partage du produit net du travail entre plus-value et salaires que s'exerce la lutte des classes et c'est cette plus-value appropriée par les capitalistes qui constitue l'exploitation des travailleurs.

Une fois que le capitaliste s'est approprié la plus-value, il ne la garde pas entièrement pour lui : il doit payer l'intérêt et la rente foncière à qui de droit. Ce qui lui reste constitue son profit. De ce profit, il fait deux parts : une sert à ses besoins personnels, l'autre à l'investissement. Et au fur et à mesure que le capitalisme se développe, la part du profit consacrée à l'investissement augmente par rapport à celle consommée. Si bien que l'ampleur de l'exploitation des travailleurs est déterminée par l'ampleur des investissements.

On voit par là que l'exploitation de l'homme dans l'entreprise capitaliste résulte de ce que le capitaliste s'approprie une partie du produit du travail des salariés. Et de cette partie, la plus grande — qui ne cesse de s'accroître — est celle qui est investie. Ce qui signifie que l'investissement capitaliste, ce que Marx a appelé l'accumulation, commande le degré d'exploitation des travailleurs.

Voyons maintenant comment les choses se passent dans l'entreprise publique.

Ici, il n'y a pas de capitaliste pour empocher la plus-value, mais il y a une plus-value. En effet, les travailleurs de l'entreprise publique reçoivent un salaire et par leur travail produisent une valeur plus grande que celle représentée par leur salaire. Qui s'approprie donc ce surplus ?

Une fois la production achevée et de cette production déduit l'amortissement, il reste le produit net. Dans l'entreprise capitaliste, nous venons de le voir, ce produit net se partage en plus-value et salaires, et c'est au capitaliste qu'incombe le soin de consacrer une partie de cette plus-value aux investissements. Dans l'entreprise publique, le produit net se partage directement en investissements et salaires. Si bien que la grandeur des salaires dépend de celle des investissements. Plus les investissements sont grands, moindres seront les salaires et vice-versa.

Nous avons donc ici un premier point de friction entre dirigeants et travailleurs, car c'est par là que se manifeste l'exploitation des travailleurs. En effet, sous le couvert de grandeur et de puissance nationale, les dirigeants de l'Etat et des entreprises publiques ont tendance à effectuer des investissements excessifs ou spectaculaires dont le résultat est de réduire la part des salaires. Les Russes nous offrent à ce sujet le plus bel exemple avec leur slogan de priorité à l'industrie lourde. L'investissement excessif ou inutile est donc le moyen par lequel s'opère l'exploitation des travailleurs dans l'entreprise publique.

Mais il y en a un autre qui s'ajoute à celui-là.

Dans l'entreprise publique le produit net se partage en investissements et salaires. Mais les salaires ne sont pas tous égaux et les emplois ne sont pas tous productifs. Si bien qu'une fois opéré le partage entre investissements et salaires, il reste à opérer le partage de la masse salariale entre les diverses catégories de salariés. C'est ici qu'apparaît une autre possibilité d'exploitation des tra-

vailleurs. Cette possibilité est d'ailleurs double : il y a la hiérarchie des salaires qui permet qu'une caste de dirigeants s'attribuent des salaires dont la grandeur dépasse, parfois largement, le profit que les capitalistes consacrent à leurs besoins personnels. Et il y a les emplois parasites qui permettent la constitution d'une bureaucratie inutile économiquement mais très utile politiquement pour assurer la domination des technocrates dirigeants.

La masse des salaires étant donnée, une fois fixée la part de l'investissement, il est évident que plus grande sera la part consacrée aux salaires des dirigeants de l'entreprise et à la bureaucratie parasite, plus petite sera celle réservée aux travailleurs et vice-versa. La hiérarchie des salaires et les emplois parasites sont donc un autre moyen d'exploiter les travailleurs. Or, plus nous passons de l'entreprise capitaliste à l'entreprise publique, plus cette forme d'exploitation de l'homme par l'homme s'élargit. Entre les deux, il y a une forme intermédiaire qui est celle des sociétés par actions. Là le partage se fait toujours entre plus-value et salaires et la plus-value se partage ensuite entre les dividendes distribués et les investissements qu'on appelle autofinancement. Mais une fois ce partage fait, la masse des salaires est à son tour partagée entre les salariés en fonction d'une hiérarchie qui permet aux technocrates dirigeants et à une bureaucratie inutile d'exploiter les travailleurs.

L'antagonisme entre le capitalisme et les travailleurs ne comporte qu'un seul point de friction : celui du partage du produit net du travail entre la plus-value et les salaires, car le partage ultérieur de la plus-value en consommation et investissement se fait entre capitalistes. Par contre l'antagonisme entre les dirigeants des entreprises publiques et les travailleurs comporte deux points de friction : le premier, c'est le partage du produit net du travail en investissements et salaires. En effet, puisqu'il n'y a pas de capitalistes, l'investissement est affaire publique. Les travailleurs, comme citoyens et comme membres de l'entreprise sont donc directement concernés par ce partage. Or, les technocrates, aussi bien ceux de l'entreprise que ceux de l'Etat, ont une tendance à exagérer les investissements ou à opérer des investissements de prestige et de grandeur, ce qui les amène à prêcher l'austérité que les travailleurs sont les seuls à subir. Il y a donc une lutte inévitable entre les travailleurs et les technocrates, et dans cette lutte ces derniers s'appuient sur la bureaucratie qu'ils gonflent à dessein et qui leur est d'autant plus fidèle qu'elle est pléthorique et inutile.

Le second point de friction réside dans l'établissement de la hiérarchie des salaires. Les technocrates cherchent à justifier cette hiérarchie des salaires par leurs capacités intellectuelles et techniques sans lesquelles l'activité économique serait impossible dans le monde moderne. On pourrait faire remarquer qu'il y a un certain sadisme à profiter d'une supériorité intellectuelle et technique, acquise généralement aux frais de la société, pour exploiter ses semblables. Une telle attitude rappelle celle qui a donné naissance aux premières formes d'exploitation de l'homme par l'homme par ceux qui avaient une supériorité physique. Il aura fallu un certain pro-

grès moral de la société pour que cette exploitation basée sur la force physique soit abolie. Il faut croire que le progrès moral n'a pas beaucoup touché les technocrates qui cherchent à justifier leurs privilèges par leur supériorité intellectuelle et technique. Or, ils oublient que s'ils ont une telle supériorité, c'est parce que la grande masse des travailleurs n'a pas la possibilité de s'instruire intellectuellement et techniquement pour plusieurs raisons. La première c'est les bas salaires qui obligent une famille ouvrière à envoyer travailler le plus vite possible ses enfants afin qu'ils ne soient plus une charge et rapportent quelques appoints. La seconde c'est l'exiguïté du logement qui ne permet pas d'avoir chez soi des conditions et des moyens pour s'instruire et parfaire sa formation.

Si les technocrates ont une supériorité intellectuelle et technique sur la grande masse des travailleurs, c'est grâce aux privilèges sociaux dont ils jouissent. Or, en perpétuant ces privilèges par la hiérarchie des salaires, ils perpétuent leur supériorité au détriment des travailleurs. La société tend ainsi vers la création d'une caste dirigeante qui exploite la grande masse des travailleurs.

Pour échapper à l'exploitation capitaliste, les travailleurs n'ont qu'un moyen : abolir la propriété privée des moyens de travail. Pour échapper à l'exploitation technocratique, il leur faut démocratiser la gestion afin que la double décision de répartir le produit du travail en salaires et investissements et de fixer la hiérarchie des salaires leur appartienne. Je sais très bien que tant que la formation intellectuelle et technique ne sera pas égale pour tous, il y aura nécessairement une certaine hiérarchie des salaires. Je sais très bien que pour le moment cette hiérarchie des salaires sert d'encouragement aux individus pour qu'ils développent leurs connaissances. Supprimer complètement cette hiérarchie est donc chose impossible dans les conditions actuelles. Mais ce qui est possible et nécessaire pour éviter les abus, c'est de fixer un plafond à la hiérarchie des salaires. En effet, au-delà d'un certain niveau, que dans les conditions actuelles on peut fixer à 5.000 F par mois, le salaire perçu est du superflu qui, accumulé, crée de nouveaux revenus enrichissant encore plus la caste dirigeante au détriment de la grande masse des travailleurs.

Pierre RIMBERT.

SANS COMMENTAIRES !

D'après le très officiel Institut national de statistique (INSEE), l'accroissement des salaires dans la fonction publique entre octobre 51 et octobre 66 a été de :

129,3 %	pour les fonctionnaires à l'indice 100	
151,1 %	id.	129
134,7 %	id.	165
140,6 %	id.	281
162,3 %	id.	521
186,8 %	id.	760

Ainsi, les plus grosses élévations de salaire en pourcentage, celles qui dépassent 160 % sont celles des fonctionnaires déjà les plus grassement payés, ceux dont l'indice dépasse 500.

C'est cela que ces Messieurs appellent l'« écrasement de la hiérarchie » !

En marge du rapport Missoffe, les jeunes de l'école au travail

Une loi récente prolonge la scolarité obligatoire jusqu'à l'âge de 16 ans.

Qu'apprendra-t-on à ces jeunes gardés « hors du travail ? » Personne, pour le moment, ne le sait. Cet enseignement supplémentaire leur sera-t-il profitable ?

Le rapport « Missoffe » laisse plutôt croire le contraire.

Voilà ce qu'il dit sur les jeunes « scolarisés » et sur ceux qui ne le sont pas.

« Dans une société où la possession des diplômes apparaît comme une condition d'accès aux rôles professionnels, l'école incite l'enfant à un conformisme permettant de réussir à l'école comme dans la vie, prend également l'aspect d'une incitation à accumuler des connaissances déjà élaborées, plutôt qu'à les organiser selon les intérêts personnels ».

Elle apparaît ainsi comme une formation tendant à valoriser la quantité de choses (connaissances, diplômes, objets) et à accepter une certaine hiérarchie sociale fondée sur la collusion entre la notion de possession économique et de possession culturelle.

Par ailleurs, le rapport Missoffe indique que 75 % des jeunes conscrits ont un niveau « égal ou inférieur » au C.E.P., diplôme que 49,9 % d'entre eux possèdent.

La majorité des jeunes donc, sont dépourvus de diplômes. Leur premier travail, dès l'âge de 15 ans, est un emploi de manoeuvre.

Le rapport explique pourquoi :

« Malgré les contrôles de l'inspection du travail, de nombreux apprentis ne sont que des manoeuvres déguisés. Cette situation procure des avantages aux parents (qui perçoivent des allocations familiales) et aux employeurs. Ils ne reçoivent qu'une formation insuffisante... » 84 % des jeunes actifs ne suivent pas de cours de formation ou de perfectionnement professionnel ».

Sur 3 millions de jeunes « actifs » ce n'est pas mal. Mais il y a mieux.

« ...Beaucoup de jeunes n'ont aucun avenir car ils travaillent dans des secteurs en régression. Ainsi la réparation mécanique et électrique emploie 30.000 « apprentis » de 15 à 19 ans. De même on constaterait que les métiers de « forge, serrurerie, ferronnerie, coutellerie, chaudronnerie comportent une très forte proportion de jeunes ».

« ...Dans les industries textiles, où les effectifs vont diminuer de 4 % d'ici 1970, on compte 26 % des 15-19 ans pour les garçons, et 83,5 % pour les filles ».

« On peut se demander si cet état de choses résulte d'une erreur d'orientation, d'un défaut dans la structure de l'apprentissage, ou d'une attirance particulière des jeunes pour ce genre de métier, ce qui est peu probable ».

Le rapport Missoffe, un peu plus loin, affirme :

« On pourrait croire que l'insuffisance de la formation correspond à une absence de dispositions intellectuelles. Une étude a été faite sur ce sujet : la conclusion est très nette : en dehors d'un petit effectif, la population des « sans formations » est, dans sa grande majorité, intellectuellement normale ».

Or il se trouve que : « pour de nombreux jeunes engagés de 15 à 19 ans dans ces activités, elles constituent en définitive des impasses. Ils se retrouvent, après leur service militaire, sans métier valable, ayant littéralement perdu plusieurs années dans un emploi mal payé. Trop de jeunes dépourvus de formation professionnelle viennent ainsi grossir une population instable dans laquelle peuvent s'approvisionner des industries qui, pour rester compétitives, ont besoin d'une grande quantité de main-d'œuvre non spécialisée acceptant des « salaires médiocres ».

Cet argument est bien moins sérieux que celui-ci, se trouvant, dans le même rapport, mais dans une autre rubrique :

« Une meilleure base scolaire favorise la stabilité en aidant à trouver une situation plus favorable dès le départ.

« Un niveau de formation plus élevé devrait favoriser une tendance à diminuer l'écart entre les salaires et à avancer le moment, où, entre deux processus de production, celui qui bénéficie de la productivité la plus élevée est économiquement préférable. L'amélioration de la formation devrait ainsi inciter les entreprises à hâter leur modernisation ».

Ainsi, donc « ...cette anomalie s'explique par les salaires très bas pratiqués dans ces branches (en régression), dont une forte proportion de la main-d'œuvre est constituée par des jeunes non qualifiés, qui occupent un emploi à la sortie de l'école primaire ». « ...Ils sont recherchés par les employeurs à cause des abattements de salaire qui correspondent à leur âge. Mais que deviennent-ils ensuite ? ».

Il n'est pas besoin de faire des commentaires. Mais, si une réforme de structure dans le domaine de l'emploi n'est pas faite, à quoi sert la prolongation de la scolarité obligatoire ? Au lieu d'avoir des manoeuvres de 15-19 ans, le patronat les trouvera parmi les 16-20 ans ?

Cette description ne saurait rien apprendre aux syndicalistes, et surtout aux jeunes. Il n'empêche que cette description, dans une situation déplorable confirme certaines responsabilités et certaines erreurs. Il faudra bien un jour que les syndicalistes sanctionnent les fautifs. Aussi bien ceux du patronat, que d'autres, qui prétendent s'y opposer.

Lucien COMBATZ.

L'origine du mot "syndicat"

Puisque la jeune étudiante, correspondante de la R.P., s'intéresse à l'étymologie du mot « syndicat » voici d'après le Larousse la définition :

« SYNDICAT »... charge, fonction du syndic... groupement fondé pour la défense d'intérêts économiques communs à ses adhérents... »

Notez bien « économiques » et non « politiques ».

« Celui qui est chargé des intérêts communs d'une corporation, d'une assemblée de créanciers, etc. »

Il est significatif que le Littré (dernier volume publié en juin 1877) ne connaissait pas encore le mot : un (e) syndiqué (e). Pour lui il n'y avait que le :

« SYNDICATAIRE... Celui qui fait partie d'un syndicat... »

« SYNDIQUER... Se dit de plusieurs personnes ayant un même intérêt qui choisissent entre elles un syndic pour les représenter. »

Là encore il convient de souligner « choisissent entre elles » et non pas, comme c'est trop souvent le cas, à présent dans les syndicats ouvriers, accepter un politicien parachuté par son parti.

Depuis Littré la croissance du mouvement ouvrier a imposé le mot :

« SYNDIQUE... Qui fait partie d'un syndicat : Ouvrier syndiqué » (Larousse).

Il ne tient donc plus qu'à notre jeune camarade de devenir une syndiquée de son syndicat d'étudiants. Et si, contrairement à certains de nos amis, je n'ai qu'une confiance très limitée dans la révolte des « situationnistes », provos et autres beatniks, qui, une fois une bonne petite situation de cadre conquise, deviendront les fidèles soutiens de la Technocratie, il ne reste pas moins que des « compagnons de route » fidèles, occupant des postes stratégiques peuvent aider énormément au progrès du mouvement ouvrier. C'est le bonheur que je souhaite à notre jeune camarade. — M.L.

CHRONIQUE DE L'UNION DES SYNDICALISTES

LES ORDONNANCES « SOCIALES » ? DES MAUVAIS COUPS

Les ordonnances du Prince et de ses commis tombent les unes après les autres. Il ne fallait s'attendre à rien de bon. Mais ces pitoyables textes dépassent ce qu'ils promettaient, aussi bien en dérision quand il s'agit du fameux « intéressement des travailleurs », qu'en réaction anti-ouvrière quand il s'agit des diverses restrictions financières et administratives qui frappent la Sécurité Sociale.

C'est sur ce dernier point surtout que le caractère délibérément réactionnaire de ce pouvoir s'accuse particulièrement. Encore ne connaissons-nous pas tous ces décrets d'application que le texte de l'ordonnance annonce. L'esprit de ce texte suffit à nous les faire redouter.

Il s'agissait de réduire le déficit comptable de la Sécurité Sociale. D'abord, il convenait d'établir le déficit réel, lequel, comme nous avons eu déjà l'occasion de le montrer, était tout autre chose. Ensuite, si déficit réel il y avait, on pouvait concevoir plusieurs méthodes pour le supprimer. C'est justement le choix de la méthode qui déterminera si vous êtes un réformateur progressiste ou un réactionnaire fieffé (1).

Le choix est fait. Avait-on besoin de tant d'atermoiements et de prétendues réflexions pour en arriver à ce moyen d'une remarquable originalité : pour augmenter les recettes, augmenter les cotisations des travailleurs ; pour diminuer les dépenses, réduire la participation de la Sécurité Sociale aux dépenses de santé. Autrement dit, pour parler le vrai langage syndicaliste : diminuer le salaire direct, et puis, complémentaiement, diminuer le salaire indirect. Cette seconde restriction est particulièrement sensible puisque « le ticket modérateur », c'est-à-dire la participation personnelle de l'assuré, est portée, pour les frais de médecine et de chirurgie dentaire, de 20 % à 30 % !

Cela se passe dans une société dont les défenseurs diplômés parlent d'expansion et d'élévation du niveau de vie de tous. Or, l'un des signes les plus certains de ce progrès économique et social annoncé et promis, est évidemment la croissance absolue et relative des dépenses de santé, notamment des dépenses préventives. On vient précisément de sortir — en lui faisant bonne mesure — une étude des experts de Bruxelles sur la part que prendraient les dépenses dites de « sécurité » dans les revenus nationaux des pays de l'Europe occidentale. Il s'agit, soulignons-le, non pas des dépenses de « Sécurité Sociale » au sens strict, mais de l'ensemble des dépenses affectées par l'Etat et tous les particuliers à ce qu'on peut appeler « la sécurité », au sens le plus général du mot. On arrive, paraît-il, à ce résultat que le pourcentage

de ces dépenses dans le revenu national approcherait de 25 %. Et alors ? Il n'y aurait là, si c'était indiscutablement établi, rien que de normal. Qu'on nous donne donc le pourcentage du revenu national dévoré par les dépenses publiques et privées ayant pour effet de détruire ou de menacer la santé et la sécurité des citoyens !

Pourtant, dans ce rétablissement d'un équilibre précaire de la Sécurité Sociale, on ne trouve pas autre chose que la hauteur de vue d'un sergent fourrier. La malice apparaît et éclate dans les paragraphes de l'ordonnance qui n'ont rien à voir avec le déficit réel ou déclaré. Premier exemple : l'offensive contre les mutuelles auxquelles les syndicalistes sont, à juste titre, très attachés. En payant une cotisation supplémentaire et en faisant la preuve, dans la gestion de leurs mutuelles, de leur capacité d'organisation, les travailleurs — au moins certains d'entre eux qui sont des pionniers — se sont assurés des garanties que ne leur donnait pas la Sécurité Sociale, en particulier le remboursement intégral de leurs dépenses de santé. Eh bien ! le pouvoir trouve cela intolérable ; il met son nez dans ce qui ne le regarde pas. Il « ordonne », dans ce domaine mutualiste qu'il devrait normalement encourager, un « ticket modérateur » qui ne devra pas être inférieur à 5 %.

Deuxième exemple : la « réforme » des conseils d'administration des caisses. On n'a rien à reprocher à ces organismes de gestion. La loi avait réglé leur composition à raison de 75 % pour les représentants des travailleurs et de 25 % pour ceux des patrons. Cela se justifiait fort bien pour l'administration d'un salaire différé, d'une épargne de solidarité. En tout cas, cela n'avait rien à voir avec le déficit. Il n'empêche que l'ordonnance ramène à 50 % la représentation ouvrière pour donner la parité au patronat. Quelle raison donner à cette régression, sinon le désir de plaire aux organisations patronales ?

En outre, la représentation des travailleurs cotisants ne se fera plus par voie d'élection, mais par voie de désignation par les centrales syndicales jugées « représentatives ».

On nous dit que « Force Ouvrière » approuverait ce côté de la réforme. Je sais que certains « cadres » de F.O., sinon tous, se sont déclarés pour la désignation et contre l'élection. Leurs arguments sont connus et nous les reprendrons s'il le faut. Le moins qu'on puisse dire c'est que ces arguments ne « collent » pas très bien avec la situation réelle du syndicalisme en France. Si vous acceptez que le pouvoir d'Etat intervienne, non dans la désignation des hommes, mais dans la part qui vous est faite dans l'administration des caisses ; si vous comptez sur lui pour vous donner une part plus grande que celle que l'élection vous accorderait, alors vous vous « intégrez » déjà au système. Après avoir flatté le Conseil National du Patronat Français, le gouvernement du capitalisme d'Etat tente de diviser l'opposition syndicale ouvrière. Nous voulons croire que les dirigeants de « Force Ouvrière » ne toléreront

(1) « Le Monde » des 27/28 août nous apprend qu'une « Fondation de la Recherche sociale » vient de publier un ensemble de rapports sur la Sécurité Sociale. Nous constatons que les vues de ces spécialistes, réformateurs honnêtes, sur « les transferts sociaux », se rapprochent singulièrement des nôtres.

pas, pour une demi-victoire bureaucratique, ce qui serait une grande défaite ouvrière.

L'ordonnance sur « l'intéressement des travailleurs » ne prête à aucun commentaire. Ce n'est rien. On le verra encore mieux au moment où l'application de cette « réforme », gloire du règne, se posera ; davantage encore dans les cas où elle ne se posera jamais. Il n'y a qu'une seule réponse sûre et efficace : la revendication obstinée, parce qu'elle est juste, de l'augmentation des salaires.

A ce sujet, nous devons pourtant relever — pour prendre date — les déclarations que vient de faire à « La Vie Française », M. Marcel Demonque, président-directeur général de la Société des Ciments Lafarge. Cette grosse entreprise emploie 3.000 personnes et déclare un demi-milliard de francs lourds de chiffre d'affaires. Le camarade Gilbert Serret, militant regretté des instituteurs de l'Ardèche, avait, avant la guerre, écrit une remarquable monographie de cette entreprise capitaliste-type. M. Demonque avait déjà fait parler de lui : il démissionna du comité directeur du C.N.P.F. quand celui-ci publia sa fameuse déclaration en quatorze points où il défendait les principes du libéralisme économique. « C'est une plongée dans le passé qui me consterne », avait dit M. Demonque.

Il s'agit donc de ce qui se fait de mieux dans le genre patron « à la page », nouveau type de chef d'industrie. C'est pourquoi ses propos sont intéressants. Il fait part d'une formule « intuitive » appliquée depuis des années aux Ciments Lafarge. Les droits d'acquisition d'actions nouvelles sont distribués, dit-il, **non pas en fonction de la situation hiérarchique mais en fonction de l'ancienneté.** C'est mieux que ce que promet pour demain, ou après-demain, l'ordonnance gaullienne. Celle-ci distribue — ce qui n'est qu'une façon de parler — les actions proportionnellement aux salaires, c'est-à-dire qu'elle consacre et renforce la hiérarchie.

LES PRIX ET LA VERITE

Sous le titre « Le prix de la vérité », l'éditorial du « Monde économique et financier » du 6/7 août dernier nous offre un bel exemple de ces prétendues « vérités » que l'on assène au bon peuple sous la forme d'évidences techniques — et qui ne tiennent pas debout dès qu'on y réfléchit un peu. C'est à propos des hausses du prix des transports, de l'électricité et des loyers que « Le Monde », souvent mieux inspiré, écrit :

« La plupart de ces hausses sont techniquement justifiées : le contribuable de Carpentras n'a aucune raison de payer le déficit de la R.A.T.P. à la place de l'usager parisien ; les loyers des appartements anciens restent beaucoup trop éloignés des niveaux — trop hauts — atteints par les loyers des immeubles neufs. »

Commençons déjà par le premier jugement qui paraît sans appel, sur le contribuable de Carpentras. Supposons déjà que l'on remplace R.A.T.P. par S.N.C.F., et tout s'écroule. Le contribuable de Carpentras, même s'il ne prend jamais le train, profite du service public des chemins de fer. Il en profite parfois davantage, pour les produits de sa terre généreuse, que l'ouvrier parisien qui prend le train

pour aller en vacances. Celui-ci paiera deux fois : la hausse du prix du billet pour son voyage, et la hausse du prix des légumes et des fruits arrivant du Vaucluse sur le marché parisien. Pierre Rimbert nous a montré ici, dans le précédent numéro, comment il y avait toutes les raisons pour que tout le monde, compte tenu du revenu de chacun, prenne sa part du déficit d'un service d'intérêt public général, quand ce déficit est patent et ne résulte pas d'une mauvaise administration. Aucun revenu actuel n'existerait sans le fonctionnement régulier des chemins de fer. Seul, précisément, le travailleur dont le salaire ne dépasse pas « le plancher » à partir duquel son « revenu » est considéré comme imposable, seul celui-là sera justement dispensé de payer le déficit, même s'il doit tous les jours prendre le train pour aller gagner ce « revenu »... et plus encore celui des autres.

Payer comme contribuable ou comme usager, dira-t-on, quelle est la différence ? Ce n'est pas du tout indifférent : tous les contribuables ne sont pas usagers et tous les usagers ne sont pas contribuables, et ceux qui le sont ne contribuent pas également. Le meilleur équilibre financier des services publics ne serait plus une question de hausse des tarifs, mais une question de réforme fiscale, et d'abord d'une meilleure affectation des fonds publics.

Revenons maintenant à la R.A.T.P., et admettons que le contribuable de Carpentras n'ait rien à voir dans son déficit. Mais le président-directeur général qui arrive, dans sa voiture, à son entreprise, y trouve ses ouvriers et employés au boulot ; ils y ont été amenés par le métro, dans les conditions que l'on connaît aux heures de pointe. Le président-directeur général est un usager indirect du métro. Toute la vie économique de la région de Paris dépend de la R.A.T.P. Il est équitable que chacun participe au déficit de cette « Régie autonome », en raison même du revenu qu'il tire de sa propre activité ou de l'activité générale, indépendamment du fait qu'il prend ou ne prend pas le métro.

Passons aux loyers. Ici, la logique du rédacteur du « Monde » déraile complètement. Il admet que les loyers des immeubles neufs sont trop élevés. On devrait donc s'attendre à ce qu'il propose des moyens de les faire baisser. Mais non ! il est pour la hausse des loyers des appartements anciens ! Pourquoi les loyers des immeubles neufs sont-ils trop hauts ? Parce que les loueurs et « promoteurs » parasites bénéficient de ce qu'on appelle une rente de pénurie. Notre rédacteur spécialiste est donc d'avis que les propriétaires des immeubles anciens profitent eux aussi de cette rente de pénurie, alors que l'existence et le maintien de ces loyers plus bas sont un des moyens de freiner les prix excessifs des appartements neufs (un des moyens ; il y en a d'autres dont les pouvoirs dit « publics » n'usent pas, ou n'usent que très insuffisamment, en abandonnant une grande partie du « marché » du logement au capital privé).

Enfin, la théorie dite « libérale » de « la vérité des prix » exige justement que des logements anciens auxquels manque au moins un des éléments du confort considéré aujourd'hui comme allant de soi, aient un prix de location inférieur à celui d'appartements neufs, même si ce prix était « vrai », et non pas « trop haut » pour parler comme l'éminent rédacteur.

R. G.

Après le Congrès des instituteurs

D'année en année, les congrès du Syndicat National des Instituteurs se suivent... et se ressemblent. Au point que plusieurs observations générales que nous avions faites sur le congrès de 1966 pourraient être reprises pour celui de 67. C'est ce qu'on appelle la continuité de l'organisation, une organisation qui déclare cette année 280.000 adhérents. Ce qui indique à la fois l'importance numérique de ce Syndicat dont le taux de syndicalisation est sans doute inégalé dans aucune autre industrie, et aussi la croissance absolue et relative de cette industrie de l'enseignement.

« Le rapport des forces » entre les trois tendances du syndicat ne s'est pas sensiblement modifié. L'investissement du S.N.I. par la tendance communiste — qui procède par négation des tendances pour mieux affirmer la sienne — ne s'est pas traduit par une nouvelle avance. La majorité nationale autonome garde le gouvernail.

Cette absence de changement dans l'orientation, les principes réaffirmés, peut nous dispenser cette année de longs commentaires. Au surplus, le camarade que la « R.P. » chargeait habituellement du compte rendu de ce congrès (sous prétexte qu'il avait travaillé quelque trente-cinq ans dans cette industrie particulière), ce camarade donc n'a pu assister cette année qu'à deux premières journées du congrès, et encore incomplètement. Il vaut mieux, bien mieux, laisser la parole et la plume à des participants plus actifs, à tous points de vue. C'est le cas de Jean Giry et Jane Maisonneuve, militants majoritaires de la Loire et, pourtant, amis de « la R.P. », dont on trouvera ci-après les commentaires et réflexions. Inutile de dire que nos colonnes sont toujours ouvertes éventuellement à d'autres points de vue.

Un fait nouveau cependant, mais qui ne trouble pas cette belle continuité plusieurs fois soulignée : un nouveau secrétaire général, le camarade Jean Daubard. Une question se pose à chaque fois qu'un tel changement se produit (il est remarquable et peu ordinaire que le cas soit assez fréquent dans ce syndicat) : le nouveau leader sera-t-il « à la hauteur ? » A chaque fois d'ailleurs on a tout de suite été fixé et l'on a répondu affirmativement. Si « être à la hauteur » veut dire être l'équivalent de ses prédécesseurs, être capable d'assurer cette « continuité », il ne paraît pas faire de doute, si l'on en juge seulement par les débats du dernier congrès, que Daubard, jeune secrétaire général, sera « à la hauteur » de ceux qui, depuis vingt ans, se sont succédé à la tête du S.N.I. : Aigueperse, Forestier, Desvalois.

✱

Un autre changement à signaler : la disparition des sections départementales de Seine et Seine-et-Oise pour faire place aux sections nouvelles correspondant aux sept départements du « district » parisien. Cela n'a pas été sans soulever, à l'intérieur, quelque difficulté, compte tenu de l'importance relative, autour de Paris, de la tendance inspirée par le parti communiste, laquelle dirigeait la section de Seine-et-Oise.

A ce propos, nous retrouvons ici le problème des modes d'élection des directions syndicales et des délégations au congrès (vote à bulletin secret par correspondance, ou désignation dans des réunions de sous-sections?). Plusieurs orateurs majoritaires sont venus dénoncer une « orientation » et une répartition des mandats déterminées en fait par une petite minorité de syndiqués. C'est ainsi qu'un délégué du nouveau département 93 s'est livré à une comparaison assez édifiante entre le nombre des présents aux réunions de sous-sections de ce département et le nombre des syndiqués de chacune d'elles.

Dans le département 91 (Essonne), on aboutit à deux majorités différentes, comme nous allons le voir. Cette section compte 1830 syndiqués. Pour les élections au Conseil syndical le vote a lieu par correspondance à bulletin secret ; la liste de la majorité nationale totalise 27.000 voix, la liste « Unité et Action », communiste, 19.000 voix, la liste

de l'Ecole Emancipée, 4.650 voix. « La majorité nationale » obtient donc, dans cette nouvelle section de l'ex-département de Seine-et-Oise, la majorité absolue. Voyons maintenant ce qu'il en est pour la répartition des mandats au Congrès qui se calcule proportionnellement aux votes émis dans des réunions de sous-sections sur les trois motions d'orientation : la majorité nationale n'obtient que 225 mandats contre 278 à la motion dite « cégétiste » et 86 à l'Ecole Emancipée. Le camarade qui informe le congrès de ces deux résultats contradictoires, indique que le second a été obtenu dans des réunions qui, au total, avaient rassemblé moins de 400 syndiqués.

C'est exactement le cas de la section de la Loire que le camarade Duperray avait soumis à nos réflexions dans le numéro précédent. On aura beau faire, invoquer des principes si l'on veut ; il reste que les modalités de consultation des syndiqués ne peuvent être les mêmes dans un syndicat de militants et dans un syndicat de masse.

✱

Je me vois déjà bien parti pour me faire enrouler. Au point où j'en suis, je ne gagnerais rien à reculer. Je vais maintenant parler de « l'Ecole Emancipée ».

Duthel a préconisé, comme moyen d'action de défense générale contre l'offensive anti-ouvrière, des « assises nationales du travail ». Vous vous souvenez sans doute qu'au moment du 17 mai, « l'Ecole Emancipée » se prononçait pour des « comités d'unités » dans les entreprises. Nous passons donc d'un coup de la base au sommet. C'est logique, me direz-vous, après la formation de comités d'unité à la base, ceux-ci envoient leurs délégués à des « assises nationales ». Ça tiendrait debout si la première phase de l'opération avait été réalisée. Sinon...

Mais il ne s'agit pas de ça ! m'objectera-t-on. Il s'agit — c'est ce que j'ai cru comprendre dans l'ouvrage de Duthel — de proposer aux centrales ouvrières d'organiser en commun ces assises nationales. Soit, on peut toujours essayer. Mais alors, avec la C.F.D.T. ? Pas du tout ! s'écrie Duthel : « la C.F.D.T. est étrangère au mouvement ouvrier ». Cela dit, Duthel et ses amis s'en vont soutenir et exalter, fort justement d'ailleurs, les grèves qui ont lieu dans tous les coins du pays et où ils retrouvent dans la bagarre... les militants de la C.F.D.T. et la C.F.D.T. elle-même !

Il n'y a pas que le capitalisme qui, dans sa démarche, lève devant lui les contradictions !

Dans ces congrès d'instituteurs, Desachy, de l'Oise, est celui qui « déplace les lignes », qui « casse la baraque » si vous préférez. Il n'a pas failli cette année à la mission qu'il s'est donnée. Il veut, dit-il, secouer « la douce somnolence » du congrès. Il réussit parfois à lui faire pousser quelques grognements.

Desachy attaque la direction du syndicat pour son inaction devant les décrets de 1964 sur « la direction d'école ». (Il s'agit de décrets typiquement réactionnaires sur « le choix » des directeurs parmi les instituteurs). « Vous devriez avoir honte ! », dit Desachy au secrétariat, lequel déclare avoir « vidé les décrets de leur nocivité ».

L'affaire est très importante en effet. Cependant, pour montrer comment les batailles syndicales évoluent parfois, à long terme, dans un sens imprévu, je voudrais rappeler ici une lutte anti-directoriale, non pas historique certes, mais anecdotique. Quand je fis mes premières armes à la Fédération Unitaire de l'Enseignement, celle-ci lutait, non pour un aménagement démocratique des conditions de nomination des directeurs, mais contre la direction elle-même en tant qu'institution. Au syndicat unitaire de la Seine, on nous lança dans une action directe « niant » dans la pratique la fonction directoriale. Quand je dis « nous »... il faut préciser que nous fûmes six en tout et pour tout, dans le département, à suivre les mots d'ordre « gauchistes » qui avaient été lancés. Cela nous valut d'être déplacés d'office... ce qui ne nuisit pas

tellement à la suite « honorable » de notre carrière (Je crois bien même que, sur les six, deux au moins finirent... directeurs !).

Mais, après cette violente critique d'ordre corporatif, Desachy passe à la situation mondiale. Au Moyen-Orient, Israël n'a été que l'agent des compagnies pétrolières, et, à Glassboro, Johnson et Kossyguine se sont entendus contre la révolution chinoise. A Paris, l'union sacrée pro-israélienne allait jusqu'au baron de Rothschild et à Sanguinetti ! Tandis que partout dans le monde, la crise générale

mûrit, le seul devoir est d'affirmer notre « solidarité avec tous les révoltés du monde ».

Je cite ces propos de Desachy, tels que je les ai entendus, non pas, croyez-moi, pour les combattre. Il n'est pas dit du tout qu'il ait tort. Chacune de ses affirmations devrait seulement être « affinée » pour être plus près de la vérité et avoir, par conséquent, plus de force persuasive. Mais ce n'est pas le genre de Desachy ! Il s'en tient au « matraquage ». Ça peut se défendre.

R. G.

UNITÉ SYNDICALE ET TENDANCES

Le Syndicat national des instituteurs est un syndicat unitaire parce que les courants de pensée en sont le fondement. Ils assurent sa pérennité, sa solidarité, sa continuité. Ils conditionnent son unité, sa démocratie, sa discipline... et Jean Daubard, nouveau secrétaire général du S.N.I., le déclarait en substance dès la présentation du rapport moral au congrès de juillet 1967.

Ceux qui condamnent les tendances

Tout le monde n'est pas de cet avis. Mais ceux qui condamnent les tendances ne quittent pas pour autant le S.N.I. pour aller ailleurs. Ils se contentent d'une formule maintes fois répétée : « Les aspirations de la base doivent se traduire au sommet. »

Bien sûr ! Mais le problème est justement de savoir comment elles vont se traduire, si ne sont pas clairement définis au départ les conceptions, l'orientation et les moyens du syndicalisme — si des options ou des choix ne s'opèrent pas en connaissance de cause, en fonction justement des « courant de pensée » ou des « tendances ».

Et nous pouvons bien nous interroger et nous demander :

— par quel mystère les positions de divers départements où dominent les « sans tendances » (une vingtaine) se traduisent spontanément et avec autant de similitude ?

— par quel mystère, lors d'un vote à mains levées non prévu lors des discussions à la base dans les départements, les mains de ceux qui nient les tendances se lèvent-elles avec un si parfait ensemble ? Nous avions devant nous au congrès, à quelques rangées, deux délégués « sans tendance », bien entendu, mais qui, lors d'un vote, ont fixé deux ou trois « points de repère » pour être certains de ne pas se tromper.

— par quel mystère les changements de position à propos de telle ou telle question ou de tel ou tel problème d'actualité se manifestent-ils à peu près en même temps et à des centaines de kilomètres de distance ?

Seul, un phénomène de « transmission de pensée » peut expliquer cela.

Soyons nets. Les cégétistes condamnent les tendances qui, disent-ils, paralysent la vie syndicale, la sclérosent et sont une entrave à la démocratie. La vérité, c'est qu'ils constituent une tendance et certainement la plus organisée, la plus disciplinée, et qui a tôt fait de conquérir un département lorsque certaines conditions le permettent.

Quelles sont ces conditions ? Nous en citons quelques-unes... sans ordre de priorité.

Corporatisme démesuré et affaiblissement de la conscience syndicale

Les instituteurs sont des fonctionnaires.

Comme tels, ils sont particulièrement sensibles aux problèmes de titularisation, de sécurité d'emploi, d'avancement, de mutations, de retraite. Ces questions ne sont pas rien, mais elles ne doivent pas devenir presque tout.

Lorsqu'un bulletin syndical intérieur devient un fascicule où les tableaux indiciaires, les barèmes, la carte scolaire et les statistiques occupent une place énorme, les syndiqués finissent pas confondre syndicat et assurance corporative, puis syndicat et administration.

De glissement en glissement, ils finiront par considérer le secrétaire chargé des questions admi-

nistratives, pour peu que celui-ci ait la vanité de croire ou de faire croire qu'il détient une parcelle de pouvoir, comme un Inspecteur d'Académie parallèle.

Ils finiront pas ne plus très bien savoir si leurs représentants aux commissions paritaires sont les représentants du syndicat « chargés d'un mandat » ou ceux du personnel « cherchant à résoudre au mieux » les cas particuliers. Les attitudes des représentants syndicaux devant l'administration pourront devenir plus ou moins nuancées, parfois même équivoques. A l'adresse des syndiqués, un compte rendu pourra faire état d'une opposition ferme, ou catégorique, ou violente (!!) même ; il conviendra de traduire en apportant les rectifications nécessaires quant à la nature et à la vigueur de cette opposition.

Action ou agitation ?

Tout cela n'exclut nullement les manifestations extérieures bruyantes ou spectaculaires. A l'occasion de quelque meeting, Tartarin réapparaît. Nous ne disons pas que la formule du meeting est périmée. Mais nous disons que le sens, le contenu, l'organisation et la forme d'un meeting peuvent varier considérablement. Il peut arriver que les coups de clairon de l'agitation tiennent lieu d'action. On se plaît alors à rabâcher « Il faut agir — Il faut protester — Il faut se rassembler ». Et l'on se rassemble... avec des fortunes diverses. Et l'on s'endort le soir avec la conscience tranquille du devoir de classe accompli en pensant que l'histoire du mouvement ouvrier sera marquée par cette journée. Il peut arriver aussi que cette extériorisation verbale du syndicalisme soit en quelque sorte la contrepartie des entrevues régulières et feutrées avec l'Administration locale. Mais, inévitablement, cette tendance à l'agitation conduit à s'aligner en fait sur les positions des U.D.-C.G.T., prêtes à toutes les concessions de forme d'ailleurs. Elle conduit même à dénaturer le sens profond de la grève quand on aboutit à cette conclusion que faire la grève est bien, mais que manifester est mieux. Verra-t-on un jour se confondre une manifestation syndicale avec un spectacle de variétés ou un défilé de majorettes ?

Problèmes de structures

Il ne s'agit pas des « mathématiques modernes » bien que l'étude pédagogique en ait été amorcée au Congrès 1967.

Il s'agit des structures du S.N.I., qui est un syndicat national composé de sections départementales disposant d'une relative autonomie et la plupart du temps constituées à leur tour de sous-sections cantonales ou locales. Qu'on délaisse ces sous-sections pour se consacrer essentiellement soit aux rapports avec l'Administration du chef-lieu du département, soit aux relations inter-Unions départementales ou inter-fonctionnaires du chef-lieu du département encore, et ce syndicalisme de sommet géographique aura pour conséquence l'absence de liaisons syndicales réelles avec les sous-sections. Quoi de plus facile alors, pour une tendance syndicale organisée comme l'est la tendance cégétiste, que de placer ici et là un volontaire qui assurera le rôle de correspondant du bureau départemental et qui apportera au congrès départemental les mandats de la sous-section. Il est facile de constater que, souvent, les mandats totalisés des sous-sections cantonales ou locales ne

correspondent pas du tout aux votes à bulletin secret qu'émettent les syndiqués lors des élections aux bureaux départementaux ou au bureau national. Un équilibre est à trouver entre un « syndicalisme par correspondance » et cette parodie de démocratie faisant que, lors des réunions de sous-sections regroupant au total 1/10 des syndiqués, ce 1/10 représente en fait les 9 autres dixièmes.

Le syndicalisme et les jeunes

Il n'en demeure pas moins que la majorité semble amorphe ou se manifeste seulement lors des votes par correspondance. L'absence de *militants syndicalistes décentralisés* se fait cruellement sentir, d'autant plus que le rajeunissement de la corporation est un fait.

La plupart des enseignants d'aujourd'hui étaient écoliers lors de la guerre de 1939-1945 et adolescents ou jeunes maîtres lors de la IV^e République. Marqués par des années sombres, puis des années troubles, il leur a manqué un fil conducteur, une éthique, une raison d'agir qu'ils ont cherchés soit vers le Parti communiste, soit vers des organisations telles que la Paroisse universitaire, soit vers des partis politiques nouveaux, soit vers des mouvements culturels. Besoin de croire ou de sortir de son univers. Et, lorsque rien ne les attirait, ils se repliaient sur eux-mêmes.

Et pourtant des jeunes non embrigadés, gardant intacte leur indépendance d'esprit, capables d'un jugement réfléchi, sont réellement attirés par le syndicalisme.

Il ne faut surtout pas que les premiers contacts soient décevants. Envoyer par exemple un jeune seul tenir une réunion difficile est une grossière erreur. Le faire participer à des réunions de bureaux où les mêmes discussions reprennent chaque fois, où toutes les questions sont abordées sans qu'aucune ne soit sérieusement étudiée en est une autre. Et lorsque ce bureau comprend une trentaine de membres se réunissant à intervalles assez rapprochés, lorsque, parmi ces membres, les uns viennent un moment pendant que d'autres font des interventions de 5 ou 10 minutes pouvant fort bien se condenser en une très brève, alors le jeune a vite compris. Il est sensible à l'esprit et à la structure d'une organisation. Il vient au syndicat mais il est déçu et il s'en retourne souvent très vite, ailleurs... ou nulle part.

Il importe toujours de veiller à ce que l'esprit et la structure d'une organisation permettent aux nouveaux (comme aux anciens d'ailleurs) de s'y sentir à l'aise.

Unité, démocratie et tendances

Mais revenons au S.N.I. et à son congrès 1967. Maintenir l'authenticité du syndicalisme est apparu dans la présentation du rapport moral, dans la réponse aux interventions, dans la présentation de la motion d'orientation par le jeune secrétaire de la Haute-Marne : Georges Guy.

La charte *unitaire* d'Amiens et l'indépendance du syndicalisme ne sont pas dépassées.

Le S.N.I. a le rare mérite d'être *Un* et c'est capital. Jean Daubard en assume la responsabilité après Henri Aigueperse, Denis Forestier, Pierre Desvalois, mais les principes fondamentaux sur lesquels repose l'organisation sont maintenus et Jean Daubard le rappelait sans ambiguïté lorsqu'il disait que le S.N.I. préfigure une *centrale unitaire* parce qu'il reconnaît les tendances.

F.O. est une tendance ouvrière, mais regroupée dans une centrale. La C.G.T. constitue une autre tendance (beaucoup plus monolithique celle-là) regroupée dans une autre centrale. Mais la C.G.T.-F.O. d'une part et la C.G.T. d'autre part c'est la scission alors que plusieurs tendances pouvant se manifester dans la même organisation syndicale c'est l'unité.

Cette conception du S.N.I. est aussi celle de la Fédération de l'Education Nationale... où la solidarité du S.N.I. sera précieuse après la mainmise de la tendance cégétiste et communiste sur le syndicat de l'Enseignement secondaire.

Guilloré, sous la rubrique de « l'Union des syndicalistes », revenait sur cette question des tendances dans le dernier numéro de la R.P. et nous en rapprochons deux paragraphes.

Parlant du congrès de la C.G.T. à Nanterre, Guilloré écrit :

« La règle est l'unanimité. C'est une démonstration : ici, pas de tendances, pas de courants d'opinion. Ceux qui pensent autrement ne sont pas là. C'est dire qu'ils sont ailleurs et que ce congrès dit « d'unité » n'est au contraire que la manifestation de la scission. »

Et, parlant un peu plus loin de la F.E.N., il établit la distinction :

« Dans la Fédération de l'Education Nationale, il y a des tendances, des courants d'opinion. Il n'y en a même que là, diront en grommelant beaucoup de syndiqués de la C.G.T. Mais là seulement il y a l'unité. Un syndiqué de l'enseignement doit choisir sa tendance (encore n'y est-il pas obligé). Un syndiqué d'une autre industrie doit choisir sa centrale. Ce n'est certainement pas mieux. »

On comprend bien que la C.G.T. et la C.F.D.T. se satisfassent de l'Unité d'Action — ou des *Unités d'action* répétées où elles sont à l'aise, mais l'unité syndicale n'a justement pas besoin d'unité d'action, puisqu'elle suppose au départ la diversité dans l'unité, le choix démocratique entre les thèses en présence, et le respect par tous des décisions prises à la majorité.

Les débats sont intérieurs à l'organisation et l'action syndicale n'est plus soumise aux résultats de relations extérieures.

Cette différence est fondamentale.

Pour sa part, le S.N.I. n'a pas modifié sa conception concernant les tendances et leur rôle, malgré les oppositions, tantôt dures et tantôt nuancées, de la tendance « Unité et Action », qui ne place pas les mêmes choses sous les mêmes mots.

Le S.N.I. continue et le vote du rapport moral comme le vote de la motion d'orientation générale au congrès 1967 confirment une solidité de l'ensemble. C'est pour nous l'essentiel.

Jean GIRY.

Jeanne MAISONNET.

APRES LES GREVES DE LA PRESSE DANS LA REGION RHODANIE

Dans une « lettre ouverte aux travailleurs de la région stéphanoise », le Syndicat du Livre de Saint-Etienne commente les grèves qui viennent d'avoir lieu à Lyon, Chassieu, Grenoble et Saint-Etienne à la suite de l'association des quotidiens « *Le Progrès* » et le « *Dauphiné Libéré* ».

La réorganisation des entreprises du groupe devait aboutir, selon la direction, à plus de 500 licenciements parmi les 1.800 travailleurs employés dans les différentes entreprises.

Les discussions paritaires n'ayant conduit qu'à une atténuation insuffisante des projets patronaux, sans garantie acceptable pour les ouvriers licenciés, la Fédération du Livre C.G.T. a lancé, le 11 juillet, un mot d'ordre de grève illimitée. En fait, le mouvement a duré une semaine pendant laquelle, nous dit « la lettre ouverte » des camarades de Saint-Etienne, « aucun titre n'a été diffusé dans la région ».

Le document déplore cependant les défaillances nombreuses qui ont eu lieu à l'usine de Chassieu. Il dénonce aussi bien les syndiqués C.G.T. qui, dans cette entreprise, n'ont pas respecté la discipline syndicale, que les dirigeants locaux de F.O. qui ont engagé leurs adhérents à poursuivre leur travail.

Quels sont les résultats pratiques de la grève ? La « Lettre ouverte » indique que les licenciements n'atteindront plus que 165 travailleurs pour lesquels sont prévues les « garanties suivantes » : pré-retraite pour les employés ayant dépassé 60 ans ; indemnités complémentaires pour les chômeurs non reclassés.

La « Lettre ouverte » du Syndicat du Livre de Saint-Etienne insiste sur l'importance générale de ce mouvement au moment où les concentrations industrielles entraînent le chômage pour de nombreux travailleurs.

La situation syndicale dans l'enseignement

De Gilbert WALUSINSKI, deux extraits de lettres adressées à Guilloché :

Je veux seulement faire une petite rectification à tes remarques sur la F.E.N. (elles vont, je crois, dans le sens de ce que t'a dit Duperray). Dans le S.N.E.S., le vote n'a pas lieu de façon aussi parfaite que tu le laisses penser. Pour chaque établissement, (chaque S1) le vote a lieu en principe à bulletin secret. Mais le dépouillement est local et chaque S1 transmet seulement le résultat au syndicat national. Tu vois la différence. De plus, le nombre des votants a toujours été réduit. Plus encore cette fois où la tendance D n'a pu présenter de liste (les nouveaux statuts faisaient obligation de présenter une liste complète, de 64 noms je crois) j'ai donc voté blanc...

Pour le S.N.E.S., et aussi pour la F.E.N. toute entière, c'est un regroupement syndicaliste d'étude et d'animation qui serait indispensable. Mais je me sens trop vieux pour me lancer dans ce travail (et trop occupé encore par l'enseignement des math.). De plus, je ne suis pas sûr du tout de pouvoir entraîner Ruff dans cette direction. Par une certaine fatalité qui tient aux conditions de travail dans lesquelles il s'est trouvé ou dans lesquelles il se trouve encore, il a tendance à centrer son action sur le S.N.E.S.. Je suis au contraire persuadé qu'il faut mettre en cause la structure de la F.E.N. aussi bien que celle de toute l'école.

« Hanoï bombardé »

D'un ancien combattant :

« Bombardement d'Hanoï », « Le centre d'Hanoï bombardé ». On lit ça maintenant dans tous les journaux. Les idiots ! Si c'était vrai, ce qu'ils disent, il n'y en aurait plus d'Hanoï.

Ça me rappelle le temps de Pétain (1941). « Bombardement de Paris par les Anglais ». On avait même fait un film là-dessus. Le vrai était tout simplement que les Anglais avaient visé l'usine Renault (Boulogne-Billancourt), laquelle fabriquait des tanks qui donnaient du trac au cher allié Joseph Staline. Naturellement il y avait eu des coups hors but, et des victimes. Mais, de là, à un « bombardement de Paris »...

C'est sûrement la même chose, aujourd'hui, au Tonkin.

D'autre part, n'oublions pas que leur D.C.A. n'est plus celle que nous avons connue. Celle-ci faisait retomber de petits morceaux de ferraille (tout à fait susceptibles de ne pas faire de bien à qui les aurait pris sur le crâne). Aujourd'hui, ce sont des fusées, des « missiles ». Si elle a manqué l'avion, la fusée retombe. Que voulez-vous qu'elle fasse ? Elle tombe avec toute sa charge qui, en arrivant au sol, produit... ce que vous devinez. Alors toute la presse pro-russe — il n'y en pas d'autre en France — proclame « Hanoï bombardé ».

Pour moi, j'estime, au contraire, que les aviateurs ont fait de beaux progrès au point de vue précision. On monte en épingle des coups hors but. Mais rappelez-vous 1944. Pour casser un pont sur la Loire, les Américains ont détruit Orléans, dans l'axe du pont sur près d'un kilomètre. Même chose à Gien... Et, visant des bateaux dans la rade, qui n'est pas petite, les Anglais ont rasé la ville de Brest.

.. Mais IL n'a pas crié
VIVE DJIBOUTI LIBRE !

Alors que les gens de bonne foi se battaient contre l'interdiction de « la Religieuse », on pouvait voir poindre une forme de snobisme qui consistait à dire : « Oui, bien sûr, l'interdiction est absurde, mais le film est long, ennuyeux, mauvais... »

Ce snobisme semble persister. Nous nous presserons donc d'écraser cet « infâme » d'un coup de talon. Le film de Jacques Rivette est certes long, mais sans longueur ; en outre, il est beau, magnifique. Evidemment, on peut entendre les pas feutrés et les voix académiques des prudents corbeaux du clercisme, se faufiler et murmurer dans les couloirs des rédactions dévotes. Et ne voit-on pas tel étrange et bravachard progressiste chrétien (évêque de surcroît) déclarer, un sanglot dans la voix, que certains passages « sont insupportables ».

Non ! Vraiment ? Mais à qui la faute, sinon à l'Eglise décadente, souffreteuse, caduque, qui autorisait les bons « cols durs » du 18^e siècle à enfermer leurs enfants dans des cloîtres, sans qu'aucun d'eux n'ait la moindre vocation. C'est bien ce que dénonce la première partie du film, avec les tortures morales et physiques endurées par la malheureuse Suzanne Simonin sous la férule d'une mère supérieure au tempérament de « gestapache ».

Sans vocation, ne pouvant résilier ses vœux, les mieux intentionnés placent « sœur Sainte Suzanne » dans un couvent où la vocation est rare ; les sœurs batifolent, jouent du clavecin et de la muse de Lesbos. C'est charmant, délicieux, plein de fraîcheur et de tendresse. Il suffirait de peu que la sœur Suzanne bascule doucement dans la couche de la tendre mère supérieure, et découvre une forme de bonheur aussi digne qu'une autre. Et cela est bien près d'arriver, quand un horrible serpent de confessionnal vient semer son venin dans le cœur de notre religieuse. Les paroles de cette vipère bénie bouleverseront tout et chacun y trouvera son malheur.

Le reste de l'histoire n'a plus d'importance.

Et les rats de presbytère ou d'évêché de crier, de crier... On peut les comprendre.

Mais il faut défendre ce film, aller le voir ; c'est un magnifique pamphlet, et pas seulement contre l'Eglise mais contre la bêtise humaine et sa cohorte de préjugés sanglants.

De plus, ce film est très bien interprété ; remarquons : Anna Karina, Liselotte Pulver, Francisco Rabal, Francine Bergé, Micheline Presle. Il est remarquablement mis en scène, les couleurs sont splendides, les images d'une beauté rare.

Edouard DUCOURAU.

DE GAULLE, REVOLUTIONNAIRE...
... AU CAIRE !

(de « Radio-Le Caire », cité par « le Monde » du 13-14 août 1967)

« La consolidation de la paix mondiale, la condamnation de l'intervention armée d'où qu'elle vienne, l'indépendance nationale vis-à-vis des deux supers-grands et le progrès, tels sont les objectifs de la politique française formulés hier par le général de Gaulle. Or cette politique est le résultat de la nouvelle révolution française effectuée sous la V^e République... »

A PROPOS D'ISRAËL

C'est devenu une habitude, presque un rite : la R.P. ne peut plus publier un article de moi, sans l'accompagner d'une mise en garde. On publie l'article parce que je suis un « vieux et fidèle collaborateur », mais on avertit le lecteur que ce que j'y dis est inadmissible. Il en a été ainsi notamment pour mon article du mois dernier.

Or, je dois dire que, si peu susceptible que je sois, je commence à trouver cela passablement agaçant. Je suis toujours très heureux des contradictions qu'on veut bien m'apporter, car la contradiction est fort utile du fait qu'elle oblige à préciser la pensée et souvent même à la rectifier. Comme tout dans le monde, c'est par la contradiction que l'idée progresse.

Mais dans le cas présent il ne s'agit pas de contradictions ; il s'agit de condamnations. Des condamnations prononcées du haut de la chaire par des êtres supérieurs taçant, à la manière d'un maître d'école, un élève à l'esprit trop libre.

Or, je ne suis plus d'âge à supporter la férule d'un maître. Qu'on publie mes articles, ou bien qu'on ne les publie pas ! Mais que, de grâce, on laisse le lecteur en juger seul, en toute liberté !

Puisque je me trouve ainsi revenir indirectement sur la question du droit à l'existence de l'Etat d'Israël, j'en profiterais pour ajouter à ce que j'en ai dit deux brèves observations.

L'argument de mon article précédent était celui-ci : l'Etat d'Israël est le produit d'une conquête, donc tous ceux qui n'admettent pas le droit de conquête, ne peuvent admettre l'existence de l'Etat d'Israël.

Aujourd'hui, allons plus loin ! A-t-on raison de ne pas admettre le droit de conquête ? Le droit de conquête c'est le droit de la force. Or, n'y a-t-il point, ainsi que l'affirmait Proudhon, un droit de la force ? Est-ce que ce n'est pas précisément la Force qui crée le Droit ?

La force crée le Droit ?

Oui, mais à une condition, c'est que son but soit de créer un Droit, un Droit nouveau, et non simplement d'établir de nouveaux bénéficiaires à l'intérieur du Droit ancien. Le simple « Ote-toi de là que je m'y mette » ne saurait être générateur de Droit.

Exemple : dans une société fondée sur le droit de propriété, un voleur qui s'empare d'une propriété, viole le droit existant, mais il ne crée pas un droit nouveau. Il s'installe simplement dans l'ancien droit, en devenant lui-même propriétaire et en défendant sa propriété, au besoin par tous les moyens légaux. Par contre, l'expropriateur, celui que exproprie le propriétaire non point pour se mettre à sa place mais pour supprimer la propriété privée, crée du Droit ; et c'est dans son cas seulement que l'on peut dire que : la Force crée le Droit.

Les guerres nationales, qui n'ont pour but que de faire passer tout ou partie du territoire d'un peuple sous la domination d'un autre, sont de même nature que le vol perpétré par un particulier à l'intérieur d'une société de propriétaires, elles peuvent produire un transfert de propriété, mais ne créent point un Droit ; seules les guerres révolutionnaires, celles qui ont pour but et pour résultat de fonder un ordre social nouveau, sont génératrices d'un Droit et c'est le vainqueur qui le dicte.

L'autre observation que je voudrais faire est celle-ci :

Il est bien probable que l'opinion exprimée par les rédacteurs responsables de la R.P. dans leur chapeau du mois dernier était conforme, non seulement à l'« opinion publique » française, mais aussi à l'opinion d'un grand nombre de lecteurs de la R.P., peut-être même de leur majorité.

Or, la quasi-unanimité des lecteurs de la R.P. réprouve les conquêtes, au moins en théorie, et cependant, devant une conquête aussi manifeste que celle de la Palestine par les sionistes, devant cette application-type du « ôte-toi de là que je m'y mette parce que je suis le plus fort », beaucoup d'entre eux approuvent les conquérants et blâment les conquis !

Est-ce là simplement un effet de la sympathie qu'ont valu aux Juifs les persécutions hitlériennes ?

Je ne le pense pas, car dans un cas récent et fondamentalement semblable, mais où les Juifs n'avaient rien à voir, on a pu constater le même comportement chez les lecteurs de la R.P.

Qu'on se rappelle, en effet, la guerre d'Algérie ! Cette guerre où s'affrontaient, comme en Palestine, des conquérants et des conquis. Il y eut alors des lettres furieuses d'un grand nombre de nos abonnés, et même des désabonnements de vieux militants, parce que l'auteur de ces lignes avait pris parti dès le premier jour, en tant que partisan de l'indépendance des peuples, pour les maquisards contre l'armée française, pour le F.L.N. contre les Guy Mollet, Lacoste et autres fourriers de l'O.A.S.

Et cependant, tous ceux-là qui protestaient ou se désabonnaient auraient considéré qu'on les insultait si on les avait traités de colonialistes ! Ils étaient anti-colonialistes... en théorie, mais dans les faits ils n'admettaient pas qu'on prenne parti pour des colonisés contre leurs colonisateurs, dans le cas, du moins, où ces colonisateurs étaient... français !

Notre raison nous commande de ne pas être patriotes, elle nous demande d'être contre toute domination d'un peuple sur un autre, comme nous sommes contre toute domination d'une classe sur une autre, mais lorsque nous nous trouvons en présence d'une domination exercée par notre propre peuple, alors, c'est le sentiment, le sentiment de solidarité nationale qui joue, et qui l'emporte ! Des disciples de Maurras aux lecteurs de la R.P., c'est l'« union sacrée » : dès qu'il ne se résigne plus, l'esclave devient l'ennemi commun.

Eh ! bien, c'est la même chose qui advient avec Israël. Les Juifs, quoi qu'en prétendent les antisémites, appartiennent à notre civilisation ; ce sont des Occidentaux. Ils ont même été, à plusieurs reprises, l'avant-garde de l'Occident. En s'installant au Proche-Orient, dans cette Palestine qui est le type même de l'Orient, les Juifs ne font donc pas seulement leur propre affaire, mais celle de l'Occident tout entier. Grâce à eux, la Palestine devient pour lui une excellente tête de pont à partir de laquelle il peut tenter de rétablir sa domination sur l'Orient, cette domination que les conquêtes d'Alexandre lui avaient permis d'instituer de la Méditerranée au golfe persique et aux cataractes du Nil et qui devait durer un millénaire, mais qui s'effondra comme un château de cartes devant la chevauchée arabe, dès le jour où Mahomet re-

donna aux autochtones une conscience nationale par le biais d'une nouvelle religion.

C'est pourquoi l'existence de l'Etat d'Israël et ses guerres victorieuses consolent les Français des accords d'Evian. C'est le commencement de la revanche contre le « bicot ».

R. LOUZON.

P.S. — De Théodore Herzl, le père du sionisme, dans son livre *l'Etat juif*, paru en 1896 :

« Pour l'Europe, nous constituerions en Palestine un avant-poste contre l'Asie, nous serions l'avant-garde de la civilisation contre la barbarie. »

« La présence d'un ennemi est d'un précieux secours pour que se modèle dans ses suprêmes efforts, une grande personnalité. »

Louzon se plaint. Il prétend qu'on ne peut publier un article de lui sans l'accompagner d'une mise en garde, que cela même est devenu « une habitude, presque un rite ». Or, c'est bien la première fois que son article est « chapeauté ». Il y a bien eu, il y a plusieurs années, deux ou trois notes en bas de page pour exprimer quelque réserve sur ses écrits, mais absolument rien qui ressemble à une habitude. On pourrait aisément montrer que, loin d'être brimé, Louzon est plutôt un rédacteur privilégié.

Mais, peut-être les camarades qui ont commis la prétendue mise en garde ont-ils eu tort, en effet, de « chapeauter » un article, en violant ainsi exceptionnellement une règle bien établie à « la R.P. ». Ils le regretteraient si leur initiative n'avait pas suscité cette discussion complète qui commence aujourd'hui. Car, comme il était facile de le prévoir, l'article de Louzon a fait l'effet d'un pavé dans un étang et des avis divers nous parviennent pour et contre l'opinion de Louzon.

Voici d'abord une courte lettre de Jean AULAS, des Alpes-Maritimes, adressée à Louzon :

Je viens d'ouvrir la dernière « R.P. » et, comme d'habitude, j'ai cherché ta signature. Bravo, mon cher. Félicitations pour ton papier que j'approuve entièrement. Ma femme et et le fils aussi.

Du coup, j'envoie quelques sous à la souscription de la « R.P. » pour la féliciter de n'avoir « rien coupé » et les inviter à apporter leurs « contestations », paragraphe par paragraphe, s'ils le peuvent, en dehors de toute sentimentalité.

Voici, ensuite, la lettre de CAVIGNAC, de Bordeaux :

Louzon fait bien de rappeler que le droit de conquête est inadmissible dans les rapports internationaux, mais s'agit-il bien de conquête dans le cas d'Israël ?

Depuis longtemps la communauté des nations a reconnu le droit des Juifs à habiter en Palestine : le mandat de la Société des Nations sur la Palestine (22 juillet 1922) déclare explicitement que « les liens historiques du peuple juif avec la Palestine étaient par conséquent reconnus, de même que leur droit à reconstituer leur foyer national dans ce pays ».

De même en 1947, la Commission spéciale des Nations Unies pour la Palestine reconnaissant « les racines historiques du peuple juif en Palestine » recommandait la partition du pays en deux Etats indépendants.

D'ailleurs, la « colonisation sioniste » a commencé par l'achat de terres laissées incultes par leurs propriétaires arabes. Il n'y a pas eu expropriation mais marché de gré à gré.

Quant au raid de représailles de Dir Jassin (qui fit 250 morts) sans vouloir l'excuser, il ne faut pas en oublier le contexte : celui de l'infiltration de bandes armées arabes suivie de l'agression des Etats arabes dont les buts de guerre ne laissent aucun doute. « Cette guerre sera une guerre d'extermination et de massacres. On en parlera comme des massacres mongols et des

croisades ». (Azzam Pacha, secrétaire de la Ligue Arabe à la B.B.C., le 15 mai 1948). Où sont les égorgeurs ?

Le massacre de Dir Jassin est au moins autant le fait du groupe Stern que de l'Irgoun. Ce dernier mouvement dont le chef a regretté la tuerie, s'est toujours défendu d'adopter le cynisme terroriste dont se targuaient les fous du groupe Stern : les hommes de l'Irgoun n'ont jamais accepté le principe que la fin justifie les moyens, credo des mouvements totalitaires » (A. Koestler, *Analyse d'un miracle*).

Pour ce qui est du « conglomérat de gens de toutes races » il faut observer que la plupart des nations sont de tels conglomérats : Etats-Unis, Canada... sans parler de la France. Une nation fondée sur une race « pure » est-elle préférable ?

Quant à la comparaison entre Israël et le royaume latin de Jérusalem, elle relève d'une vision historique peu adéquate : le sionisme est à mettre plutôt en rapport avec le principe des nationalités du XIX^e siècle qu'avec l'enthousiasme religieux de ceux qui voulaient libérer le tombeau du Christ. Les royaumes francs étaient des principautés féodales de type archaïque, Israël est un Etat progressiste : cela n'est pas dû à sa situation d'assiégré, mais plutôt à l'orientation socialiste de ses dirigeants. Israël est l'acte de foi de réalistes épris de justice sociale et non l'état de fait créé par une conquête coloniale camouflée sous des motifs religieux.

Et voici l'avis du camarade Pierre VAQUEZ, de l'Oise :

Je suis d'accord avec Louzon au sujet de son article « Contre Israël parce que contre le droit de conquête ».

Non seulement d'accord mais aussi choqué par le « chapeau » qui coiffe cet article... Ce n'est pas dans les procédés usuels de la « R.P. » !

Si des camarades se trouvent choqués, qu'ils nous disent pourquoi et qu'ils nous prouvent que les affirmations de Louzon sont fausses.

Louzon n'aborde pas le problème : « innocence des Arabes et culpabilité des Juifs ». Il essaye simplement de montrer que les « rats » se sont installés sans vergogne dans le fromage palestinien et qu'ils ne veulent pas en sortir. Et encore autres choses qu'il nous apprend grâce à sa grande érudition.

Je suis assez au courant du comportement des Juifs en général, ayant été interné par les Allemands à Royallieu-Compiègne, dans ce camp qu'on a appelé l'antichambre de la mort, et où ils ont introduit le marché noir qui n'existait pas avant leur arrivée.

En somme, Louzon a fait une mise au point courageuse qui me semblait nécessaire. Il n'a jamais dit que les Arabes devaient user de violence pour régler leur conflit avec les Juifs.

Le camarade VAN REUSEL, de Bruxelles, nous adresse, lui, un long article intitulé : « Une tumeur entretenue ». Nous devons, à notre grand regret, l'écourter, faute de place et aussi pour éviter, autant que possible, des redites :

Il me semble que c'est avec beaucoup de facilité que R. Louzon condamne Israël. Et avec légèreté aussi. Il est vrai, et la « R.P. » le rappelle fort à propos dans son « chapeau », qu'il nous faut accepter, avec un grain de sel, les prises de position outrancières, originales, violemment exprimées par notre camarade.

La passion qui l'obsède ne lui permet pas de voir les choses avec toute la sérénité requise, et il me semble aussi qu'il n'a vu qu'un seul aspect des événements et, curieusement, n'entendu qu'un seul son de cloche.

Si notre ami Louzon s'était contenté d'envoyer à la « R.P. » une traduction du dernier numéro de l'hebdomadaire allemand d'extrême-droite, le « Deutsche National-Zeitung », nous aurions pu lire une littérature particulièrement injurieuse pour l'armée israélienne, dénonçant l'agression de Tel-Aviv, les méthodes de guerre inhumaines, le sort épouvantable des réfugiés arabes, etc.

Que cette prose fasse les délices de ceux qui attisent l'antisémitisme, c'est évident. Mais les camarades de la « R.P. » ont, je gage, d'autres ambitions. Il ne nous est jamais venu à l'esprit de nous gausser du calvaire qui fut celui des Arabes après la dure défaite qu'ont subie leurs armées dans le désert du Sinai. Nous les avons plaints de ce qu'ils se soient donné des chefs méprisables, dont l'unique objectif n'était que la haine raciale, le génocide du voisin ; tandis que leur peuple végète dans une misère indescriptible...

« Je ne sais, écrit Louzon, si la paix régnera un jour sur la Terre... ce ne sera possible que lorsque le droit de conquête sera proscrit... » Déjà l'on peut rejeter en vrac cette schématique vue de l'esprit. Présentée ainsi, la question conduit à un constat de faillite flagrante.

A ce moment, se pose la question de savoir si nous, pacifistes, anti-impérialistes et prolétariens avons fait notre devoir pour dénoncer le conflit qui approchait. J'attends toujours de savoir si le prolétariat a été alerté par ses organisations internationales. Il faut reconnaître, à notre grand regret, qu'elles ne semblent pas avoir réagi devant la préparation d'un conflit qui s'annonçait visiblement. Il est donc vain de nous élever contre ses conséquences et il est bien décevant d'entendre un camarade parler de condamnation.

Mais immédiatement, la condamnation tombe sur ceux qui, « abandonnant leurs principes, se détermineraient d'après leurs émotions ou leurs passions », autrement que ne le fait Louzon...

Il me faut donc m'élever contre cette façon de présenter l'histoire.

J'extrais de son texte quelques lignes : « Les Sionistes, dit-il, parce qu'ils ont été maltraités par certains peuples d'Europe, pénétrèrent dans un pays d'Asie, s'y installent progressivement durant une vingtaine d'années... » Je suspends ici la citation, pour rappeler que c'est en tant que Juifs et non pas parce qu'ils auraient été éventuellement sionistes, que 6.000.000 d'Israélites furent exterminés dans des circonstances atroces, maintenant bien connues. Dire que les rescapés ne furent que maltraités, n'est qu'un doux euphémisme.

Les quelques milliers de survivants épargnés par l'avance rapide des armées de libération n'avaient gardé que douloureux souvenirs des pogroms, des persécutions antisémitiques et du génocide dont, rescapés, ils furent les derniers témoins. Ils n'avaient qu'une ultime ressource : trouver, enfin, un foyer national où ils pourraient terminer en paix leur pitoyable vie.

Ce sont des sionistes, dit-il, méprisant...

Plus loin, Louzon continue : « Sous le prétexte qu'il y a deux ou trois mille ans, des gens adorant le même dieu qu'eux-mêmes y avaient leur temple... ». On est forcé d'admirer la façon désinvolte avec laquelle on élude les faits fondamentaux, pour ne présenter qu'une apparence superficielle des événements.

Nous connaissons l'érudition de notre ami Louzon et sa disposition à tout présenter sous forme de boutade elliptique. Or nous assistons là à un tour de force qui consiste à ne faire qu'une référence au temps où les Juifs (ancêtres de nos modernes Israélites) adoraient le même dieu, qu'eux-mêmes, en omettant par exemple de faire la moindre allusion à la Diaspora, qui, au deuxième siècle de notre ère, vit la dispersion des Juifs à travers le monde. Louzon veut ignorer que ces peuples, devenus errants gardaient au cœur et transmettaient de génération en génération, au travers du plus inimaginable des calvaires, l'espoir de pouvoir, un jour, retourner sur cette terre de leurs ancêtres, d'où un sort sinistre les avaient chassés.

Ce rêve millénaire du rassemblement, du retour des Juifs dans une communauté nationale autonome, s'est concrétisé, finalement, vers 1900 et la création de l'Etat d'Israël en est l'aboutissement actuel. On ne saurait faire grief aux Juifs de n'avoir pas pu réaliser plus tôt ce rêve qui leur venait du fond des âges. Faut-il rappeler à Louzon que l'O.N.U. avait reconnu la nouvelle nation avec l'accord de l'U.R.S.S. ?

Mais ne revenons pas sur les retournements de la politique russe, dont le projet visible avait été de faire du Proche-Orient un second Vietnam...

Il nous faut pourtant attirer l'attention des camarades sur l'amorce d'une campagne, que l'on voit se dessiner, et qui consiste à accuser de sionisme quiconque s'incline simplement devant le « FAIT » de l'existence d'un Etat israélien.

Quand nous dénonçons le génocide pratiqué par Hitler, nous étions, pour certains, ou des Juifs ou des enjuivés. Aujourd'hui, le procédé se renouvelle. Vous êtes un sioniste, un pro-sioniste ou simplement un sioniste qui s'ignore. Et cela sur un ton solennel et définitif.

Mais il nous faut reprendre l'article de Louzon que nous avons lu avec un sentiment douloureux, surtout quand il raconte qu'en 1948, ce sont les Juifs qui ont lancé une campagne de terreur « contre ceux là mêmes qui les ont accueillis ».

Or il est avéré que les Arabes ont, de tout temps, nourri envers les Juifs une cruelle et fanatique inimitié. Le racisme arabe, agressif et sanguinaire, est issu de la nuit des temps. L'humanité en marche vers une compréhension meilleure entre les peuples, espérait qu'avec l'avancement de la civilisation, cet aberrant état d'esprit allait s'atténuer et disparaître... Mais en attendant cet âge d'or, le récit des incidents entre Israël et ses voisins arabes (qu'ils soient Egyptiens, Libanais, Syriens ou Jordaniens) est émaillé de sanglants affrontements. Sans aller en-deça de la période contemporaine, il n'est pas possible de ne pas citer le massacre des Juifs trucidés à Hébron, cette ville sainte des Hébreux qui, après Jérusalem, est le plus haut lieu du judaïsme. Les Juifs y vivaient pacifiquement. Si la religion musulmane condamne le racisme et les discriminations religieuses (Mahomet vénérât, d'ailleurs, le patriarche Abraham) les Arabes modernes n'eurent aucun scrupule d'exterminer tous les Juifs autochtones.

Il faut aussi, entre autres, rappeler le massacre dit « du Mont Scopus », où se trouvait édifié l'hôpital Universitaire. Un soir que le car des médecins prenant la relève s'y rendait, il fut intercepté par une embuscade arabe. Aucun Israélien ne survécut à ce massacre.

Ce sont là deux cas entre cent, qui devaient finalement exaspérer les Juifs à l'extrême. Ceux-ci ne possédant ni armée ni police (c'était l'Angleterre puissance occupante qui avait la responsabilité du maintien de l'ordre...) avaient créé leurs organisations de défense, qui agissaient sans contrôle, un peu comme le faisait la Résistance sous l'occupation nazie.

Le sang appelant le sang, l'Irgoun, organisation terroriste de représailles, a cru expédient de frapper à son tour. Ce fut l'atrocité de Deir Yassin. Il n'y a pas un seul Israélite qui, aujourd'hui encore, ne le regrette amèrement.

L'on en arrive finalement au dramatique problème des réfugiés palestiniens arabes. La « R.P. », il y a quelques années, nous a donné sous la signature de Péra, une version des origines et des causes de cet exode massif des Arabes qui, en avril 1948, répondirent aux ordres de l'ami d'Hitler, le grand Mufti de Jérusalem, en abandonnant massivement leurs demeures.

Faut-il rappeler que c'est le délégué de l'U.R.S.S. au Conseil de Sécurité qui, parlant de ces réfugiés, le 4 mars 1949, déclarait : « On a parlé ici des réfugiés arabes. Mais quelle raison a-t-on de rendre l'Etat d'Israël responsable de ce problème ? »

Il serait vain d'énumérer les menaces judéicides proférées par les tenants du panarabisme. Le lecteur de la « R.P. » est encore suffisamment doué de mémoire et, d'ailleurs, dix numéros ne suffiraient pas, pour simplement exposer la liste des attentats et des crimes avoués et signés dont furent victimes les Israéliens.

Que cette guerre larvée qui dure depuis si longtemps et fit trop de victimes de part et d'autre soit devenue un sujet de dissertation facile pour ceux qui misent sur le triomphe des uns et la destruction des autres est un fait qu'il faut amèrement déplorer et ce ne sont pas les leçons de stratégie militaire que nous fait Louzon qui peuvent nous convaincre de la justesse de la cause arabe.

(L'abondance de matières nous oblige à remettre au prochain numéro la suite des lettres qui traitent du problème d'Israël.)

La Grèce sous la botte des colonels

L'émigration grecque en Europe occidentale se demande toujours sur quel terrain elle doit bâtir une hypothétique résistance pour entreprendre un rétablissement des libertés démocratiques en Grèce.

Après le congrès des étudiants grecs de l'Europe dont nous avons donné un bref compte rendu dans « la R.P. » de juin, les contradictions de cette émigration ne sont pas disparues, pendant que le régime militaire — bête et méchant — se consolide à Athènes et évolue lentement dans une sorte d'indifférence générale.

Dans les capitales occidentales, des comités d'initiative provisoires sont constitués par les politiciens centristes, secondés par quelques émigrants E.D.A. et quelques oisifs, « compagnons de route ». Ils ont été incapables de prévoir le coup d'Etat et de le déjouer, alors que tout modeste observateur pouvait l'annoncer (voir par exemple les articles reçus par « la R.P. » dans les mois qui l'ont précédé) ; maintenant ils débitent des diatribes anti-dictatoriales sans apporter aucun élément positif d'organisation ouvrière et syndicale. Ils ne traitent ni des conditions de vie des prolétaires grecs exilés, ni de la vie ouvrière et d'une activité syndicale actuellement en Grèce.

A ce propos, il est intéressant de signaler qu'une nouvelle C.G.T. vient de naître à Athènes, sous l'égide des colonels. Il paraît que l'ancienne était trop vieillotte, trop timorée et servile à l'égard de la Cour. Ces accusations sont malheureusement justifiées. Mais la nouvelle organisation prétendue « moderne » n'a aucune autonomie par rapport au régime « nouveau » auquel elle se rallie ouvertement. C'est un processus très connu et qui aurait manqué dans le tableau de la dictature militaire.

Pour les émigrants politiques, ayant fait faillite sur place, il s'agit donc de constituer un « front patriotique ». Une partie de la droite conservatrice rechigne à s'y enrôler. A gauche, des militants chinois refusent le front commun avec ceux qui ont préparé l'arrivée du régime militaire actuel. C'est en Allemagne de l'Ouest que l'émigration militante, socialiste et démocratique, est la plus nombreuse et la plus active. Elle est soutenue par les socialistes et les syndicalistes allemands. Elle se refuse à s'intégrer dans toute autre organisation que socialiste, se donnant comme but d'instaurer en Grèce une démocratie non couronnée. Ces difficultés d'un « Front patriotique » sont aggravées par la situation mondiale : l'U.R.S.S. ne semble pas pressée de se mêler de la bagarre intérieure grecque, tandis que les U.S.A. déclarent ouvertement que l'espace de l'Etat grec est une chasse gardée. Par ailleurs, les discussions sont vives entre les diverses tendances de l'émigration sur la place éventuelle de la Grèce dans les organismes internationaux : O.T.A.N., Marché Commun, Conseil de l'Europe, C.I.S.L.

Cependant, ce n'est pas à l'étranger que sera réglé le sort des ouvriers, mais à Athènes. Des minorités y préparent déjà l'avenir dans des « groupes de défense ». Dans un texte imprimé à Athènes, nous lisons : *« Le danger est grand pour le prolétariat grec, dans les conditions actuelles, de répondre aux appels « patriotiques » des représentants de la petite et moyenne bourgeoisie. Ses intérêts seraient trahis une fois de plus dans un tel « front ». Plus que jamais, alors que l'issue de toute lutte nationale dépend des rapports de force internationaux, la lutte pour une démocratie pseudo-parlementaire a perdu tout contenu historique. Le prolétariat n'a pas à se battre pour une forme de l'Etat bourgeois de préférence à une autre ; le contenu de l'Etat reste le même... »*

Nous dirons quand même ici, à l'encontre de ces déclarations générales, que les prolétaires peuvent préférer une forme d'Etat à une autre, se battre parfois pour sauvegarder ou reconquérir certaines libertés fondamentales piétinées par un Etat militaire-fasciste. (Cela, bien entendu, sans perdre leur indépendance et devenir une simple masse de manœuvre d'un « front patriotique ».)

C'est une maladie chronique chez les Grecs,

quand ils ont leurs libertés à défendre, de solliciter les interventions et secours étrangers. Ils en sont à leur quatrième dictature militaire. Quand les libertés sont retrouvées, les « démocrates » de carrière oublient les difficultés et les promesses d'hier, ils retrouvent avec délice la belle vie parlementaire... jusqu'à la prochaine dictature. Nous rappelons un épisode « folklorique » : en 1964, M. Papandréou, qui venait de triompher avec une majorité électorale de 53 % et un soutien communiste de 12 %, recevait une délégation de journalistes étrangers. Il leur déclara que son pouvoir se trouvait au stade « post-capitaliste ». Il en voulait pour preuve qu'il venait de doubler les salaires... des juges, des gendarmes et des curés ! Il a maintenant le temps, le malheureux, de méditer dans sa résidence forcée. Peut-être comprend-il que son régime en était seulement au stade du précapitalisme arriéré...

Il est clair que les organismes du Marché Commun et de l'Europe ne doivent accepter aucun lien avec un régime militaire qui se place lui-même hors des conditions et des règles de ces organismes. Mais il ne faut pas oublier non plus que l'E.D.A., formation politique dite d'extrême-gauche, combattait ouvertement le Marché Commun, que ses militants à l'étranger et leurs « comités patriotiques » le combattent encore. Les partis démocratiques et les syndicats européens ne doivent pas être dupes.

G. ANTYPAS.

UN CHEF DE LA POLICE DIRIGE LES SYNDICATS SOVIETIQUES

Tout récemment, la presse nous a informés que le secrétaire de la centrale syndicale soviétique, Victor Grichine, qui occupait ce poste depuis onze ans, a été remplacé par Alexandre Chelepine.

Ce changement de secrétaire général des syndicats soviétiques confirme une fois de plus l'absence totale de démocratie et le mépris des syndiqués qui existent en Union Soviétique. En effet, c'est en dehors de tout congrès et de toute consultation des syndiqués que ce changement a eu lieu, le Conseil central des syndicats s'étant contenté d'entériner une nomination qui avait été faite par le bureau politique du Parti communiste soviétique.

Cette opération des plus antidémocratique confirme que les syndicats soviétiques ne sont qu'un instrument gouvernemental, et comme l'Etat est là-bas le patron de tous les salariés nous sommes donc en présence de syndicats patronaux. Et c'est peut-être parce qu'une certaine indépendance syndicale commençait à se manifester dans les syndicats que le gouvernement soviétique a décidé de mettre à la tête de la centrale syndicale un policier.

En effet, Alexandre Chelepine, qui est le nouveau secrétaire général des syndicats soviétiques, était avant cette nomination le grand chef de la police secrète soviétique.

Un chef de la police secrète à la tête des syndicats soviétiques et, à ce titre membre de la direction de la F.S.M., voilà qui va renforcer la thèse des Américains qui accusent les syndicats adhérents à la F.S.M. d'être des agences d'espionnage au service des pays de l'Est. Tout comme l'intervention de la C.I.A. dans la C.I.S.L. a renforcé la thèse des Russes qui accusent les syndicats adhérents à cette centrale d'être des agents de l'impérialisme américain.

Voilà où en est le mouvement ouvrier international. Il faudra bien qu'un jour il se réveille et prenne ses propres affaires en main au lieu de se laisser manœuvrer par les gouvernements des deux grandes puissances impérialistes mondiales.

LA SOCIÉTÉ DES LOISIRS

(SUITE)

Les invités inattendus

Un des aspects les plus troublants de l'évolution actuelle, souligné par Fourastié, c'est que, quand nous entreprenons une action dans un certain sens, jugée bonne ou nécessaire, à tous les coups se présentent ce qu'il nomme « les invités inattendus », les conséquences indésirables.

Ainsi, par exemple, l'explosion démographique a amené également l'éclatement des villes de nos ancêtres. Nous avons tous lu récemment les déclarations officielles, de notre super-préfet, nous annonçant que dans 30 ans, déjà 80 % des Français seront citadins.

Les superficies des villes auront triplé et quadruplé ; on prévoit huit métropoles régionales, la campagne sera mangée par les villes qui deviendront des espèces de nébuleuses.

Un autre « invité inattendu » c'est l'opposition de l'automobile et de la cité. Des bolides qui sont construits pour rouler à 200 km/h, font sur les boulevards du 18 km/h, la vitesse des anciens flacres ; le problème des parkings, je ne vous apprends rien, devient insoluble, et cause d'énormes pertes de temps et d'énergie, sans compter que les voitures envahissent tous les espaces libres et enlaidissent nos cités ; les échangeurs vont complètement modifier le caractère de nos villes ; la pollution de l'air durera bien encore un demi-siècle, en attendant la généralisation des voitures électriques ; les enfants ne peuvent plus jouer dans les rues ni même sur les places occupées par la « dictatrice du siècle » ; les vieillards ne peuvent plus bavarder sous les arbres et les amoureux se promener le long des allées ; ni fêtes, ni rites ; la ville est tuée par l'automobile.

Nous avons, par ailleurs, dans la cohue, dans la bousculade des villes, un autre « invité inattendu » : la solitude dans la foule. Tous, nous avons connu les assemblées fraternelles, dans un meeting de nos idées, qui créent l'enthousiasme ; mais la foule anonyme de la ville n'est pas cela, la foule du métro, la foule des boulevards, où chacun est pressé et ignore l'autre c'est le désert ; et quand cette foule devient hostile, que cela soit vrai ou imaginaire pour l'homme surmené, cette solitude parmi les autres mène à la dépression nerveuse et à la folie.

On observe le même phénomène chez les animaux : quand on les met trop nombreux dans une cage ils deviennent craintifs, se disputent et finissent par tomber malades.

Il faudrait que l'homme puisse, comme dans les temps antiques, s'intégrer à son groupe local, qu'il puisse échapper à cet anonymat légal, à cette hiérarchie froide et étrangère qui l'écrase ; il faudrait qu'il puisse s'intégrer à des sociétés, à des clubs — c'est ce que nous faisons, mais la plupart ne peuvent pas le faire — qu'il puisse s'intégrer à son entreprise qui ne soit plus son ennemie, à des syndicats qui ne soient plus politisés, qui ne l'exploitent pas, à des partis de même.

Il faudrait aussi que le citadin puisse reprendre contact avec les rythmes biologiques, qu'on publie trop ; l'homme qui vit dans un appartement chauffé, qui prend sa voiture climatisée, qui rentre dans son bureau surchauffé, oublie qu'il y a un hiver et un printemps. Et il faut aussi que dans ces villes de béton on puisse satisfaire les besoins contradictoires des jeunes et des vieux, de l'activité et du repos, du silence et de la musique, de la sécurité et de l'aventure. Et il faudrait que l'homme puisse ne pas mourir ignoré de tous.

Et voici toute une liste « d'invités inattendus » :

Nous avons déjà évoqué le travail en miettes, les cadences antinaturelles, le bruit excessif, l'isolement dans la foule, et les dépressions nerveuses qui s'ensuivent, mais nous avons encore le mazout sur les plages (le curetage d'un pétrolier coûte trop cher en bassin, alors on vide les résidus en haute mer et tout cela revient ensuite sur les plages où les baigneurs ont besoin d'une petite bouteille d'essence pour enlever les souillures (5) ; les cours d'eau empoisonnés parce que les usines manquent de moyens pour organiser le filtrage de leurs écoulements ; les forêts qui ont été saccagées et qu'on n'a pas replantées (les inondations et l'érosion viennent de là) ; la disparition de la nature naturelle, parce que quand on transforme un parc de récréation une forêt, ce n'est plus la nature naturelle (on commence tout juste maintenant à aménager des parcs nationaux alors qu'il en existe depuis longtemps en Amérique, en Autriche, et dans les pays nordiques) ; les ordures ménagères qui s'accumulent un peu partout (dans les forêts, c'est invraisemblable, on arrive là pour respirer et on y trouve des tas d'ordures malodorantes) ; les transports interminables et insuffisants ; la publicité agressive et mensongère ; le culte des idoles fabriquées, qu'elles soient artistes ou politiques ; le développement du sadisme, cette manifestation d'un instinct préhistorique, qui est une réaction de l'homme brimé par la société, harcelé, et qui se défoule contre des victimes innocentes (et cette tendance malade est encore aggravée par la publicité, par les films de guerre, de gangsters et d'espionnage) ; l'écrasement administratif, le fisc impitoyable, et tout ce qui s'ensuit ; le saccage des sites d'art ; la toxicomanie, qui est une fuite devant la réalité, tout comme furent devant cette réalité les beatniks du bord de la Seine ; les blousons noirs du désespoir et les blousons dorés de l'ennui ; les ouvriers et les cadres en chômage à 40 ans alors qu'ils sont en pleine possession de leurs moyens professionnels ; les retombées atomiques et les déchets dont on ne sait que faire ; les poulets aux hormones et les changements de sexe qui en découlent...

Socialisme totalitaire

Notre technocrate-philosophe Fourastié déclare plein de bonne conscience : *En même temps que nous construisons volontairement une société « sans classes », nous nous apercevons que nous construisons involontairement une société technicienne.*

Et ensuite il déclare qu'il nous faut accepter le bon avec le mauvais.

M. Louis Armand est plus optimiste, lui qui a confiance dans la technique pour nous donner la solution des problèmes que la technique nous pose.

Mais quand même : « Construire volontairement une société sans classes » ? Nous aimerions bien savoir, d'une part, où notre théoricien de la technocratie a vu cela et, d'autre part, mettre tous ces « invités inattendus » sur le compte de la société technicienne, c'est trop facile. Nous ne voyons pas du tout le lien organique qui lie nécessairement ces « invités inattendus » à une société technicienne. (6) Ce n'est pas vrai, il n'existe pas.

(5) Depuis, avec le naufrage du *Torrey-Canyon* cela a pris les proportions d'une catastrophe internationale.

(6) Les rédacteurs français de *Populorum Progressio* ont repris cet argument.

Le mazout sur les plages, et ainsi de suite, ce n'est pas du tout nécessaire ! On pourrait parfaitement faire autre chose, si la production était réellement orientée pour le bien de tous.

C'est là que se posera justement la question du vrai socialisme en face du socialisme technocratique, que ces messieurs voudraient bien lui substituer frauduleusement.

Parce que les inconvénients dont nous venons de parler, ces « invités inattendus » découlent d'une production pour le profit ; or, le socialisme technocratique, qui est un socialisme totalitaire, reprend entièrement à son compte tous les inconvénients de cette production pour le bénéficiaire, alors que le socialisme traditionnel, démocratique, qui serait orienté dans le sens du bien commun, pourrait facilement les éviter.

Pour Fourastié la définition du socialisme est la suivante :

...régime économique dans lequel la masse du peuple accède à un haut niveau de vie et où les privilèges de propriété s'estompent.

Les « privilèges de la propriété », oui. Pourquoi ? Parce que messieurs les technocrates sont contre les capitalistes. Alors des privilèges de la propriété, il n'en faut plus !

Mais notre philosophe-technocrate ne nous parle pas des « privilèges du poste », qui eux, non seulement ne s'estompent pas, mais s'hypertrophient !

Et, là encore, nous trouvons une parenté d'esprit avec la position du Club des Jacobins et du Club Jean-Moulin.

Techniciens et technocrates

D'ailleurs, dans tout son livre, l'auteur, qui est pourtant très généreux en chiffres, à aucun moment ne nous donne des informations chiffrées sur les technocrates eux-mêmes. Il nous parle toujours des techniciens ; or, les techniciens c'est tout à fait autre chose : les techniciens sont les nouvelles classes moyennes ; tout comme avant il y avait les classes moyennes bourgeoises, à présent il y a les classes moyennes techniciennes.

Le technocrate, lui, est bien au-dessus. Nous avons donc actuellement les trois couches de la société (tout comme dans le temps) : le Prolétariat, même technicisé, en bas ; puis, les techniciens, qui forment les couches moyennes ; et, bien au-dessus, les technocrates.

Jamais dans les statistiques de notre théoricien de la « Nouvelle Classe », nous ne voyons apparaître cette nouvelle classe dirigeante. Nous verrons tout à l'heure pourquoi.

Comme nous venons de le dire il y a deux socialismes face à face : le socialisme traditionnel et le socialisme technocratique ; tous deux sont d'accord sur un point, c'est la critique du capitalisme.

Fourastié écrit très justement :

...L'argent n'est que la mesure de la capacité de produire et de consommer. Si la nation crée de la monnaie en sus de cette capacité, elle ne crée que de l'inflation. La valeur économique, c'est le travail humain.

C'est juste, en tous cas pour notre société industrielle. Mais on sent chez lui une certaine tendresse pour le régime néo-stalinien, c'est-à-dire pour le socialisme à la sauce russe :

Je ne doute pas, dit-il, que le peuple soviétique (sic) puisse résoudre aussi bien, et même peut-être mieux que nous, les problèmes complexes du bonheur humain.

Et alors là — je rapproche des passages qui sont très éloignés les uns des autres dans son livre — je vous livre peut-être l'explication de cette tendresse de nos technocrates pour le régime russe :

...L'éventail des salaires (est) plus fermé aux

Etats-Unis qu'en France, et en France qu'en U.R.S.S., ce qui est inattendu pour les doctrinaires.

Autrement dit, ce sont les technocrates russes les mieux payés du monde ! Cela n'est pas inattendu pour les militants syndicalistes.

Et aussitôt après, Fourastié, comme d'ailleurs les autres laudateurs de la technocratie, essaye de trouver une justification théorique à cette exploitation des travailleurs, car ce n'est rien d'autre ; il dit ceci :

Le technicien peut à la rigueur se passer de manœuvre, mais le manœuvre ne peut se passer de technicien.

C'est à peu près la dispute entre le bouton et la boutonnière : lequel est le plus indispensable ?

Et il continue dans « Le Figaro » (25-11-66), où il passe toute une série d'articles inspirés de son livre :

...Il restera, même à la fin du siècle, des manœuvres, à encadrer, et, comme aujourd'hui, leur travail ne sera valorisé que par l'encadrement.

Valoriser par l'encadrement ! Mais il n'est toujours question que de techniciens, et jamais de technocrates. Et il dit encore :

La hiérarchie salariale est ainsi basée sur la capacité de production.

Nous allons voir quelle formidable « capacité de production » doivent avoir les technocrates ! Parce que, s'il est difficile de trouver des statistiques françaises sur leurs gains et sur les gains des technocrates russes, nous en avons par les Américains, qui sont dans un certain sens plus honnêtes puisqu'ils publient, eux, leurs chiffres avec, même, une certaine ostentation innocente.

Fourastié, lui, se contente de nous donner les salaires des ouvriers agricoles : 5.500 F par an ; de l'ouvrier professionnel de Paris : 14.000 F par an (c'est presque la moyenne par tête d'habitant du produit national : 14.500 F par an ; en somme à peu près le « salaire unique ») ; le cadre moyen, lui, a 20.000 F par an ; et le cadre supérieur 40.000 F.

Mais les technocrates, il n'en est toujours pas question !

Alors voici le résultat d'un petit calcul fait d'après les informations du livre de Claude Julien (*Le nouveau Nouveau Monde*, I. p. 25) :

Le président de la Bethlehem Steel : Eugène Grace, touchait comme salaire annuel, en 1953 : 404.500.000 A.F. ; là-dessus le fisc, l'impôt fédéral, lui en prenait 305.500.000 A.F. — ils ne sont pas tendres ! — il ne restait donc à ce pauvre technocrate « que » 99.000.000 A.F. par an, soit 8.200.000 A.F. pour boucler son mois. Ce n'est pas grand-chose, n'est-ce pas, comparé aux revenus d'un manœuvre-balais ? Heureusement que cet homme pouvait traiter, grâce à son poste, des affaires personnelles, sans compter les ristournes sur les factures...

Voilà donc ce qu'empochait, il y a dix ans, un des technocrates américains qui sont relativement moins payés que les Français et encore moins payés que les Russes.

(A suivre)

Maurice LIME.

Signes extérieurs de richesse

Les P.-D.G. possédant des avions personnels (inscrits aux frais généraux) se chiffrent par :

1.178 en Italie ;
2.298 en Allemagne de l'Ouest ;
2.308 en Grande-Bretagne ;
et 4.929 en France !

Voilà, entre autres, où passe l'argent qui manque aux investissements français !

(D'après un graphique de Paris-Match, du 3.6.67.)

Du nouveau dans les syndicats américains

La rentabilité et le dynamisme de l'économie américaine, stimulés par la guerre du Vietnam, ont permis jusqu'à présent à l'action syndicale revendicative d'obtenir des avantages supplémentaires, aussi bien en matière de salaires que de sécurité du travailleur. Aussi la pression d'en bas sur les dirigeants syndicaux est-elle, dans une certaine mesure, sporadique, elle manque encore de cohérence et elle porte, trop souvent, sur des questions de personne ou d'ordre subjectif. Néanmoins, on assiste, depuis la fin de 1964, à un renouveau de militantisme émanant de la base. Cet esprit de rébellion, dirigé presque autant contre les leaders syndicaux que contre les employeurs, montre que le *Labor*, en dépit de sa bureaucratisation, est beaucoup moins qu'on pourrait le croire une organisation hiérarchisée, une machine totalitaire. La plupart des contrats, que nous appelons chez nous « conventions collectives » (à la différence que les nôtres sont validées par les pouvoirs publics, ce qui n'est pas le cas aux Etats-Unis) sont conclus à l'échelle nationale et limitent, par conséquent, la liberté d'action des sections locales et d'entreprise. Cependant les salaires définis par ces contrats ne sont que des *minima* et rien n'empêche une section locale d'obtenir du patron des avantages supérieurs à ceux figurant à l'accord national, à la condition de principe, toutefois, que pour les obtenir elle n'ait pas à recourir à la grève.

Les *locals* ne disposent pas moins d'une relative marge d'autonomie. Ils constituent des communautés démocratiques qui élisent, contrôlent et renouvellent leurs responsables et peuvent prendre — ou ne se gênent pas pour prendre — nombre d'initiatives, notamment sur des problèmes spécifiques qui leur sont propres, tels que les relations locales entre employeurs et salariés, les conditions du travail, la sécurité, les licenciements abusifs, le *speed-up* (accélération de la cadence de la chaîne), l'aggravation de la mécanisation, etc.

En particulier, dans la fédération des travailleurs de l'Automobile, certains arrêts du travail, décidés à l'échelon local, ont été désavoués par la direction syndicale nationale et ont pris ainsi figure de grèves illégales ou « sauvages » (*wildcat strikes*) ; mais d'autres n'ont guère suscité l'opposition des sommets, ce qui s'est produit lorsque les directions se sont senties débordées par la pression du rang et ont préféré ouvrir au jusqu'aboutisme revendicateur de leurs mandants des soupapes de sûreté. C'est ainsi qu'ils ont dû tolérer — et parfois autoriser — des grèves locales. Elles ont été harcelées ces dernières années par une base qu'exaspère de plus en plus le carcan des contrats nationaux de trop longue durée, les plafonds de l'échelle mobile là où elle existe, et qui exige, parfois, la dénonciation d'accords, pourtant non expirés, en invoquant la clause dite de « force majeure ». En un mot, la bureaucratie syndicale a connu, depuis 1964, un net déclin d'autorité.

La cause principale de cette effervescence à la base a été la déperdition constante du pouvoir d'achat due, pour la plus large part, à l'inflation consécutive à l'extension de la ruineuse guerre du Vietnam. Tandis que la valeur nominale des salaires allait en augmentant, le salaire réel était grignoté. A l'automne de 1966, le ministère du Travail révélait qu'un travailleur d'usine moyen avait obtenu une augmentation de salaire hebdomadaire de 2,59 dollars entre août 1965 et août 1966 mais que, du fait de la hausse des prix, son pouvoir d'achat avait diminué de 0,63 dollar pendant la même période. Il était prévu, en juillet 1966, que le coût de la vie pourrait augmenter annuellement de 5 à 9 % si le conflit se prolongeait en Extrême-Orient. L'enrichissement des entreprises travaillant pour la guerre a pour contrepartie l'appauvrissement relatif des salariés.

Une autre cause de ce renouveau de militantisme a été le rajeunissement de certaines grandes fédérations, traditionnellement à la pointe du combat, telles que celle des travailleurs de l'Auto-

mobile. Les nouveaux membres de cette fédération sont presque tous jeunes. Ce rajeunissement va de pair, d'ailleurs, avec celui de l'ensemble des Etats-Unis où presque la moitié de la population est âgée de 25 ans ou moins et où, en juillet 1967, 14 % de la main-d'œuvre était composée de jeunes gens entre 16 et 21 ans. Ces proportions se retrouvent dans la Fédération des Travailleurs de l'Automobile : 60 % des délégués à son congrès national de 1966 n'avaient encore jamais assisté à un congrès ; la moitié des membres ont tout au plus cinq ans d'ancienneté ; un quart ne sont membres que depuis trois ans au maximum.

Les six premiers mois de 1966 ont fait apparaître un accroissement de la combativité ouvrière qui démentait brutalement les prévisions des prétendus experts en problème du travail, annonçant une année de « paix sociale ». Pour le seul mois de mai 1966, environ 2.870.000 journées de travail individuelles furent perdues pour faits de grève. C'était le chiffre le plus élevé pour le mois de mai depuis sept ans. Pour les quatre premiers mois de 1967, les statisticiens ont calculé que le nombre des grèves, 1.635, et le nombre des ouvriers en grève, 846.000 étaient les plus élevés depuis 1953. Pour le seul mois d'avril les arrêts du travail atteignirent le chiffre de 440 et concernèrent 409.000 travailleurs.

Ce renouveau de militantisme s'est traduit également par la contestation, à l'intérieur de diverses fédérations syndicales, de directions qui, pourtant, paraissaient solidement établies.

Dans la Fédération des Travailleurs de l'Electricité, issue de la scission d'avec la Fédération d'obédience communiste, les travailleurs, éperonnés par un responsable local, Paul Jennings, ont harcelé le président, James Carey, lui reprochant ses méthodes de direction dictatoriales. Le 7 avril 1965, Jennings a été proclamé président de la fédération, à une large majorité, après que son prédécesseur eût été convaincu d'une scandaleuse fraude électorale.

Dans la fédération des Mineurs (*United Mine Workers*), où la tradition d'une direction autocratique était fortement enracinée, une opposition a surgi contre Tony Boyle, le successeur de John Lewis (mis à la retraite avec le titre de « président d'honneur »). Cette fédération qui, contrairement au passé, se trouve aujourd'hui complètement isolée du gros du mouvement ouvrier américain, mène une politique syndicale assez particulière. Elle encourage systématiquement la mécanisation et l'automation pour permettre au patronat minier de payer de hauts salaires. De fait, de 1959 à 1964, les salaires des mineurs ont été augmentés de 73 % et ils figurent aujourd'hui parmi les plus élevés des Etats-Unis. La contrepartie a été la réduction constante de l'emploi dans les mines : réduction de 33 % en 1964 par rapport à 1950 et de 28 % par rapport à 1958. Un tiers des adhérents de la fédération qui groupe aujourd'hui moins de 400.000 membres, a, depuis dix ans, perdu son emploi. Des régions entières, telle que celle des Appalaches ont été littéralement vidées de leur population minière, les puits de mine fermés.

En outre, la crise économique qui sévit dans l'industrie du charbon a provoqué une baisse sensible dans les revenus de la caisse des retraites, si bien qu'en février 1962 les pensions des vieux mineurs ont dû être réduites de 100 à 75 dollars.

La gestion de Tony Boyle a suscité beaucoup de mécontentement au sein de sa fédération. Les opposants ont tenu nombre de réunions. Ils ont même menacé de déclencher, de leur propre chef, des grèves dans certaines mines. Cette faction rebelle se développerait, dit-on, dans sept Etats, et elle serait surtout forte en Pennsylvanie et de l'Ouest et en West Virginia septentrionale.

Ailleurs, dans une des fédérations les plus puissantes du *Labor*, celle de l'Acier, une fraction animée par un ancien ouvrier, I. W. Abel, a réussi, en février 1965, à déboulonner et à remplacer le président, David McDonald, jadis parachuté par

Philip Murray à la tête des travailleurs de l'acier sans jamais avoir été l'un des leurs (il avait débuté comme sténographe de Murray).

Cette «révolution de palais» à la tête des *United Steel Workers* s'explique par le mécontentement qu'a inspiré à la base le fantastique égocentrisme de David McDonald : l'autoritaire président a réussi à se faire réélire pour une durée de trois ans et signé des accords de trop longue durée empêchant tout ajustement de salaire pendant plusieurs années. En outre les travailleurs de l'acier sont alarmés par la menace d'introduction dans leur industrie de l'automation et autres bouleversements technologiques.

Cependant le nouveau président, ainsi que ses collaborateurs immédiats, a corps et âme appartenu à la bureaucratie syndicale. Comme un sarcastique président de section locale l'a fait observer dans un style imagé : «Abel a couché dans le même lit que McDonald pendant vingt ans.» A part l'indication fournie à cette occasion que la base s'agite, il faut donc se garder d'interpréter le remplacement de McDonald par Abel comme un véritable signe de radicalisation.

Les directions syndicales ont été renversées, par ailleurs, dans quatre importantes fédérations : celle des enseignants (*American Federation of Teachers*), celle des fonctionnaires locaux (*State, County and Municipal Workers*), celle des Dockers de la côte Est (*International Longshoremen's Association*), enfin et surtout la Fédération des Travailleurs du Caoutchouc (*International Rubber Union*), organisée sur la base industrielle.

Dans trois autres, plus modestes, la *Building Service Employees Union*, la *Textile Workers Union of America*, et les *Communications Workers of America*, on a assisté à des tentatives de renversement de la direction par des leaders locaux et régionaux.

Mais la rébellion la plus caractéristique contre les directions syndicales est celle qui s'est produite, en 1964, dans l'industrie papetière de la côte Ouest. Des sections locales des deux fédérations qui couvrent cette industrie ont rompu avec leurs organisations nationales. Elles ont formé ensuite un nouveau syndicat. Celui-ci a remporté une élection qui lui a assuré la représentativité de 22.000 ouvriers répartis sur 40 usines et permis de déclencher une grève.

DELANO

Le renouveau de militantisme s'est manifesté sur un plan très différent : il s'agit de la part prise par de grandes organisations syndicales aux campagnes de recrutement des travailleurs de la terre.

En septembre 1965, les ouvriers agricoles de la vigne de Delano (Californie), en majorité mexicains, se mirent en grève. Ils étaient les exploités d'un puissant groupe capitaliste, les *Schenley Products*. Ils avaient pour guide un comité d'organisation des travailleurs agricoles dépendant de la centrale syndicale. Ils furent, peu de jours après, rejoints dans la grève par un syndicat indépendant, la *National Farm Workers Association*, qui était animé par un militant remarquable : Cesar Chavez.

Vers la fin de l'année, des signes de lassitude se manifestèrent parmi les grévistes. Ce fut alors qu'à l'instigation de Walter Reuther, le Congrès de l'*A.F.L.-C.I.O.*, en décembre, après avoir entendu une délégation des grévistes, les assura de sa solidarité. Munie de ce blanc-seing, une délégation conduite par Reuther se rendit à Delano aussitôt après le congrès confédéral et prit la parole devant les grévistes au cours d'un vibrant meeting. Elle entra en contact avec les autorités municipales et réussit à décider le Sénat des Etats-Unis à ouvrir une enquête sur place, à laquelle participa, entre autres, Robert Kennedy.

Grâce à l'aide financière de la Fédération de l'Automobile et du département des unions industrielles, la grève se raffermir. Les grévistes organisèrent une grande marche sur Sacramento, capitale de l'Etat de Californie, au cri de «Huelga!» (grève en espagnol).

En août 1966, la *National Farm Workers Association*, jusqu'alors indépendante, s'affilia à l'*A.F.L.-C.I.O.* Quelque temps après, les travailleurs de la vigne, après une dure et interminable lutte,

où ils n'avaient pas fléchi, obtinrent des employeurs la signature d'un contrat et la reconnaissance du syndicat.

De nouveaux horizons furent ainsi ouverts à l'organisation des travailleurs ruraux et nomades. Cette grève fut le point de départ, au Texas et en Floride, de campagnes de recrutement et de luttes analogues pour la reconnaissance de sections syndicales naissantes. Elles furent soutenues, comme celle de Delano, par la fédération de l'Automobile et le Département des unions industrielles de l'*A.F.L.-C.I.O.* Par contre le président de la centrale, George Meany, se montra plus que réticent.

LA DEMISSION DE REUTHER

La bataille de Delano semble avoir eu une répercussion à un échelon plus élevé : elle a été l'une des multiples causes qui ont précipité la rupture entre Walter Reuther et George Meany. L'attitude réticente, voire paralysante, du président de l'*A.F.L.-C.I.O.*, pendant le conflit a indigné le bouillant leader du département des unions industrielles. Il lui a fallu de longs efforts pour obtenir du président de la centrale la formation d'un comité de soutien aux grévistes. Cependant, une fois le comité constitué, la fédération de l'Automobile, qui avait appuyé la grève plus généreusement qu'aucune autre organisation syndicale, en a été délibérément exclue.

Mais l'affaire de Delano n'a été qu'une raison tout à fait secondaire parmi celles qui ont décidé Walter Reuther, au début de 1967, à abandonner tapageusement son poste de vice-président de la centrale réunifiée, tandis que ses proches collaborateurs des *United Automobile Workers*, Emil Mazey et Leonard Woodcock, se retiraient avec lui du conseil exécutif de la centrale. Un peu plus tard, Walter Reuther était remplacé, à son poste de direction de l'*A.F.L.-C.I.O.*, par William Pollock, président de la fédération des travailleurs du Textile (ex-C.I.O.).

Le vice-président démissionnaire est un homme dont l'intelligence s'éleva fort au-dessus de la moyenne syndicale. Il avait dû anticiper quelques-uns au moins des divers inconvénients de la fusion de 1955. Mais il l'avait considérée comme un «mariage de raison». Il s'y était résigné en nourrissant l'espoir qu'en s'appuyant sur son fief du Département des unions industrielles il pourrait continuer à influencer, dans une large mesure, le *Labor*. D'autre part, la différence d'âge entre lui et Meany, son aîné de treize ans, lui avait fait croire que le temps jouerait en sa faveur et qu'il finirait par se trouver à la tête de la confédération. Cette illusion, et quelques autres, ont été sévèrement démenties.

Walter Reuther a patienté longtemps — trop longtemps — avant de rompre avec Meany. Il a dû avaler beaucoup de couleuvres sans oser porter la querelle sur la place publique. Mais les seuls initiés n'ignoraient pas que les relations n'avaient cessé de se tendre entre le président et le vice-président de la centrale réunifiée. L'équilibre fragile du double pouvoir a fini par céder.

Fin renard, le vice-président démissionnaire de l'*A.F.L.-C.I.O.* subit l'impulsion du renouveau de militantisme à la base et essaie de conserver le contact avec elle par une action plus combative.

La classe ouvrière américaine du monde est la plus combative

Au cours du premier semestre de 1967, il y a eu aux Etats-Unis 2.600 grèves représentant 14,5 millions de journées de travail perdues. 1.280.000 travailleurs ont participé à ces grèves. C'est le mouvement de grève le plus important qui ait eu lieu aux Etats-Unis depuis quinze ans.

Si les travailleurs américains ont le niveau de vie le plus élevé du monde, ce n'est pas au paternalisme de leurs employeurs qu'ils le doivent mais à leur combativité.

Tout au long de sa carrière mouvementée, il a donné des preuves de son opportunisme congénital, opérant, selon les circonstances, d'étonnants virages à droite (quand le vent soufflait vers la réaction) et à gauche (quand la tendance était à la radicalisation). Aujourd'hui le réformiste invétéré qu'est Reuther pressent, à certains signes, un renouveau de militantisme et il se met en posture favorable pour pouvoir, le moment venu, avoir prise sur lui — c'est-à-dire l'empêcher d'aller trop loin. Peut-être aussi, au moment d'atteindre la soixantaine, ne lui déplait-il pas de marquer l'histoire de son empreinte et de se poser en « conscience » du Labor, en « champion des déshérités ».

LES CAUSES DE LA RUPTURE

REUTHER-MEANY

La raison de ce divorce le plus souvent mentionnée par la presse porte sur la politique extérieure de l'empire américain. Ce n'était un secret pour personne que, depuis longtemps, il y avait une nuance entre l'anticommunisme virulent de Meany et celui plus libéral de Reuther. Ainsi, par exemple, Reuther avait accepté de rencontrer Mikoyan aux Etats-Unis, tandis que Meany vouait aux gémonies le visiteur soviétique. Plus tard, en juin 1966, Reuther et sa fédération ont condamné le retrait du Bureau International du Travail, ordonné par Meany sans avoir consulté tous ses collègues, de la délégation de l'A.F.L.-C.I.O. Le motif de ce geste intempestif : l'élection d'un délégué polonais à la présidence temporaire d'une session.

Enfin, sur la guerre du Vietnam, Meany et Reuther sont loin d'être à l'unisson. Au congrès de la fédération de l'Automobile de mai 1966, une résolution a été adoptée qui, tout en ayant le tort de compter sur le Président Johnson pour s'asseoir à la table des négociations, dénonçait vivement les partisans de l'« escalade » au Vietnam et déclarait que la guerre ne devait pas être gagnée, mais terminée par un règlement pacifique. Cependant, peu après, en août, le conseil exécutif de l'A.F.L.-C.I.O. félicitait le Président des Etats-Unis « d'avoir prouvé au monde » que son pays n'est « ni vacillant du point de vue politique ni faible du point de vue militaire » et flétrissait « les bombardements sauvages de la population civile. Quels bombardements ? Ceux perpétrés... par les communistes ! »

Reuther a longtemps — trop longtemps — évité d'affronter ouvertement les deux présidents, Meany et Johnson, sur ce problème. Peut-être parce qu'il n'ignore pas que la guerre est loin d'être impopulaire dans son propre fief, l'automobile : en particulier dans l'industrie aéronautique, qui est du ressort des U.A.W. et à laquelle les commandes de guerre valent une fantastique prospérité. Entre un quart et un tiers des membres de la fédération produisent pour la « défense nationale ». D'ailleurs nombreux sont les secteurs de l'industrie américaine où le boom dû aux armements atténue le chômage technologique produit par l'automation. Mais l'implantation récente d'un mouvement relativement important de lutte contre la guerre a amené Reuther, avec quel retard, à prendre ses distances de la position officielle. C'est ainsi que, le 25 mars 1967, il a laissé son collaborateur immédiat, Emil Mazey, secrétaire-trésorier des U.A.W., se livrer, au cours d'un meeting pacifiste, à une charge à fond contre le Président Johnson, lui prédisant sa défaite aux élections présidentielles s'il s'enfonçait plus avant dans la guerre.

Pour mieux comprendre les raisons de Walter Reuther, nous avons dépouillé, entre décembre 1966 et avril 1967, les « lettres administratives » adressées périodiquement par les U.A.W. à leurs sections locales. Dans ces lettres, qui constituent les documents les plus retentissants publiés depuis des années par le syndicalisme américain, le leader de l'Automobile révèle, enfin, à ses mandants, trop tard, mais assez démocratiquement, ce qui l'oppose à George Meany.

Sur le thème de la politique extérieure, le désaccord n'est qu'une question de nuance. Reuther est un aussi bon serviteur de l'empire américain que Meany. Il en convient sans ambages : « Il n'y a pas de différence fondamentale entre les U.A.W.

et l'A.F.L.-C.I.O. dans l'engagement pris de résister à l'agression communiste et de lutter contre toutes les formes de tyrannie qui détruirait la liberté humaine et asservirait l'esprit humain. Nous, dans les U.A.W., nous pouvons être fiers de nos antécédents de lutte continue et heureuse contre le communisme et toutes les autres formes de totalitarisme. »

Ce que Reuther reproche à Meany, c'est plutôt d'avoir mal servi la World leadership américaine : « L'attitude de l'A.F.L.-C.I.O. sur la plupart des questions de politique étrangère a été étroite et négative et n'a pas renforcé, mais, au contraire, affaibli les efforts du monde libre pour résister au communisme et à toutes les formes de tyrannie. » Pour Reuther « l'anticommunisme en soi n'est pas suffisant ». Il faut « combattre le communisme en éliminant les éléments qu'il exploite, c'est-à-dire l'injustice sociale et économique ».

Mais les désaccords entre les deux leaders s'étendent bien au-delà de la politique extérieure. Ils ont trait, tout d'abord, au problème noir. Sur le plan de la lutte contre le préjugé racial, il y a toujours eu un fossé entre le racisme à peine déguisé de Meany et des vieux syndicats de l'A.F.L. et l'unité d'action avec le mouvement intégrationniste pratiquée, avec persistance, au sommet, sinon toujours à la base, par Walter Reuther. Ce désaccord a éclaté lors de la Marche sur Washington du 28 août 1963, à laquelle Meany a refusé d'associer l'A.F.L.-C.I.O., tandis que Reuther y participait au nom des travailleurs de l'Automobile, en faisant cavalier seul. En vain, Reuther, au sein du conseil exécutif confédéral, a « argué », « insisté », « supplié ». Une majorité de membres du conseil lui ont confié, en privé, qu'ils étaient favorables à la Marche. Mais à quoi bon : « Un seul homme imposait sa volonté ».

(A suivre.)

Daniel GUERIN.

Provocations, condamnations et meurtres contre les teamsters

L'incarcération de Hoffa, le président du syndicat des Camionneurs, n'a pas mis fin à la lutte à mort que technocratie et patronat américains mènent contre le plus puissant, et le moins docile, des syndicats ouvriers d'outre-Atlantique.

Les campagnes de dénigrement et les provocations contre les deux derniers présidents Beck et Hoffa n'ayant pas eu les résultats escomptés, les exploitateurs reviennent à leurs méthodes de violences et de défis de justice.

Ainsi, le 15 août, deux responsables syndicaux ont été condamnés à de lourdes amendes pour avoir mené une grève interdite par le tribunal (c'est beau la liberté), puis pour outrages à magistrats.

Le 16 août, à San-Juan de Porto Rico, le secrétaire des teamsters, Frank Chavez, était abattu par un garde du corps qu'il venait de congédier, sans qu'on puisse savoir s'il s'agissait d'une vengeance ou d'un « contrat » de tueur à gages.

Le 17 août, à Philadelphie, Robert de George, autre dirigeant des teamsters, était abattu devant la maison des Syndicats par quatre « inconnus ». Là, le crime était signé.

L'année dernière déjà, dans cette même ville, deux dirigeants des teamsters avaient été assassinés !...

Et quand les ouvriers organisent leur défense et rendent coup pour coup, la presse puritaine se voile la face et crie à la corruption et au gangstérisme !

Ces événements posent un problème théorique aux syndicalistes du monde entier : Quand le patronat emploie à l'égard d'un syndicat, devenu assez puissant pour lui résister, la provocation, la violence et l'assassinat, que faut-il faire ?

Va-t-IL pousser un

VIVE LA POLOGNE LIBRE ?

CRONSTADT ET L'OPPOSITION OUVRIÈRE

Chliapnikov et Kollontaï dénoncent l'isolement du parti

Ainsi, en ces premiers jours du X^e Congrès, la dictature du Parti était soumise, dans la Russie entière, à la double pression des grèves ouvrières et des révoltes paysannes. A ces points noirs était venue s'ajouter l'insurrection de Cronstadt. Ce fut pour Lénine le coup le plus rude. A maintes reprises, dans ses interventions au Congrès, il répétera que « le danger dépasse de beaucoup tous les Dénikine, Koltchak, Ioudénitch ensemble additionnés ». Contre ce danger, toutefois, il ne verra d'autre solution immédiate que la répression la plus sévère, tout en reconnaissant qu'il faudra « tirer de toute façon les leçons politiques et économiques qui découlent de ces événements ».

Mais avant d'en arriver là, il savait qu'il aurait, au Congrès, des comptes à rendre à l'Opposition ouvrière dont les avertissements étaient restés sans écho ; et son embarras était grand. Dans l'espoir qu'il pourrait ainsi modérer les interventions attendues des porte-parole de l'Opposition ouvrière, il avait, on l'a vu, repris à son compte, les jugements portés par elle tant sur les « droits réels » des travailleurs soviétiques que sur la « peste bureaucratique ».

En plus de ces concessions verbales ou opportunistes, Lénine avait encore fait l'« honneur » à l'Opposition ouvrière d'appeler deux de ses représentants au présidium du Congrès : Chliapnikov et Perepechko (1). Mais ces avances n'eurent pas l'effet escompté. Les délégués se réclamant de l'Opposition ouvrière firent le procès de la politique qui avait conduit le Parti à son dramatique isolement ; et, comme on le verra par les discours de Chliapnikov et d'Alexandra Kollontaï, ce procès prendra parfois l'allure d'un véritable réquisitoire.

Et pourtant Chliapnikov avait pris son tour de parole pour déclarer tout de suite :

Nous n'avons pas de divergences avec la Direction du Parti sur les problèmes fondamentaux de notre politique intérieure et extérieure. Nous approuvons cette partie du rapport présenté par le camarade Lénine. Par contre, nous en avons beaucoup sur les problèmes de tactique et sur les moyens d'application de notre ligne politique générale. Sur ce terrain, il nous arrive souvent de constater que les masses laborieuses des villes et des campagnes se retournent contre nous. Les méthodes de travail employées pendant la guerre civile non seulement ne nous permettent pas d'attirer, comme nous l'impose le programme du Parti, de larges milieux du prolétariat dans l'érection du système soviétique, mais encore elles les écartent manifestement de nous et de notre Parti. Cela nous oblige, nous qui sommes (dans les syndicats) tout près des prolétaires des usines, à dénoncer bien haut le danger d'être coupés des masses.

Ayant ainsi défini l'attitude de l'Opposition

(1) Le présidium comprenait les quinze membres suivants : Lénine, Trotski, Zinoviev, Kamenev, Staline, Boukharine, Tomski, Chliapnikov, Perepechko, Iaroslavski, Tountouf, Racovski, Frounzé, Vorochilov et Mikha Tshakalaï. On remarquera que Staline vient, dans l'ordre de préséance, au cinquième rang.

ouvrière à l'égard de la Direction du Parti, Chliapnikov répondra maintenant aux imputations de Lénine.

(...) Etant donné les difficultés devant lesquelles nous nous trouvons, nous devons assainir et serrer davantage les rangs de l'avant-garde révolutionnaire de notre Parti. Mais la voie dans laquelle le camarade Lénine s'est engagé ne nous mènera pas à l'unité que nous désirons tous. Quand dans votre analyse, Vladimir Ilitch, vous allez jusqu'à confondre l'Opposition ouvrière avec l'élément petit-bourgeois, avec le syndicalisme pur ou l'anarchisme et que vous grossissez tout cela et nous le mettez sur le dos, vous ne facilitez pas, ce faisant, l'unité de notre Parti ; vous versez beaucoup d'amertume dans le cœur des ouvriers ici présents et, à travers eux, vous repoussez ceux qui, dans les usines, marchent avec nous.

Et Chliapnikov demandera à Lénine d'analyser les causes des événements en cours, Cronstadt en premier lieu, avec plus de rigueur et de sérieux.

Les choses ne sont pas comme les décrit le camarade Lénine ; et nous vous conseillons d'analyser très prudemment et avec plus de rigueur et de sérieux chaque fait social de la période que nous traversons. (...) Ceux qui mettent dans le même sac l'Opposition ouvrière et l'élément anarchiste n'ont pas raison. Cette façon d'agir discrédite ses auteurs et ne contribue pas à élucider les causes réelles des événements qui se déroulent sous nos yeux ; elle embrouille au contraire les choses et plonge les idées dans un tissu de contradictions. D'après le camarade Lénine, nous aurions affaire à Cronstadt, hier « gloire et orgueil de la Révolution », à l'élément petit-bourgeois. Et ni plus ni moins que le prolétariat de Pétrograd serait tombé à son tour sous la même influence. Or récemment encore, les prolétaires de Pétrograd servaient de réclame au camarade Zinoviev et autres qui nous assuraient que les ouvriers de la métropole du Nord étaient réfractaires à toute opposition et notamment à l'Opposition ouvrière. Le prolétariat de Pétrograd, les soldats de l'Armée rouge et les marins, « orgueil de la Révolution », portaient sur eux, disait-on, les marques authentiques de la pensée et de l'action révolutionnaires ; or, même dans ce centre industriel il n'en est rien. Par contre, que voyons-nous là ? Nous voyons que ce prolétariat d'avant-garde subit l'influence, non pas de l'Opposition ouvrière, certes non, mais de l'élément anarchiste petit-bourgeois...

Et Chliapnikov indiquera les causes qui selon lui, engendreront le mal organique dont souffre le Parti :

(...) Le mal organique que l'on constate dans le Parti réside en ceci que nos organismes centraux sont détachés des masses du Parti et l'« appareil » des masses ouvrières. Notre Comité central est lui-même contaminé par ce mal. Les reproches que vous avez formulés à l'adresse de l'Opposition ouvrière, à savoir que nous nous serions mal conduits lors de la discussion sur les syndicats, que nous aurions inoculé au Parti le virus du syndicalisme et commis d'autres péchés de ce genre, nous sommes obligés de vous les retourner en vous rappelant que nous n'avons rédigé des thèses qu'une seule fois et encore les derniers ; tandis que vous, membres du Comité central, vous avez été les premiers à en rédiger à profusion. Ce n'est pas nous qui avons commencé la discussion. Nous n'avons fait que vous emboîter le pas, mais là nous avons apporté quelque chose de nous

qui doit permettre à la Révolution de se développer progressivement. *Discutons-en ici même, mais nous traiter, sans la moindre preuve, de syndicalistes ou d'anarchistes est un procédé indigne. Établir un rapport entre nous et telles ou telles révoltes ou le mécontentement qui sévit chroniquement dans les quartiers ouvriers est non seulement insensé, mais malhonnête et démagogique (...)* Nous avons de bonnes raisons de vous dire que les causes du mécontentement que nous constatons à Moscou et dans les autres centres ouvriers méritent non pas à l'Opposition ouvrière, mais au Kremlin.

Dénonçant l'incurie qui règne dans les départements économiques, Chliapnikov citera des exemples précis où d'énormes quantités de produits agricoles enlevés de force aux paysans ont pourri dans les centres de ramassage, alors que les populations des villes devaient se contenter de rations de famine :

(...) Vladimir Ilitch a parlé ici des difficultés soulevées par la transition de l'état de guerre à l'état de paix et de la nécessité, dans notre politique intérieure, de louver.

L'Opposition ouvrière comprend très bien ces difficultés. Mais quand le camarade Lénine, parlant des erreurs commises, nous dit que nos ressources alimentaires ont été réparties maladroitement, nous ne pouvons nous contenter de cette constatation. Il y a longtemps que nous savons qu'au commissariat de l'Approvisionnement bien des choses vont mal. *Ce commissariat a non seulement réparti «maladroitement» nos ressources alimentaires, mais il les a même collectées et laissées pourrir dans des conditions criminelles.* Or, permettez-moi de vous demander : A-t-on traduit Tsiouroupa (alors commissaire du peuple à l'Approvisionnement) en justice ? Non, pas jusqu'à présent.

Peut-être cette politique a-t-elle eu pour effet d'accroître l'élément anarchiste petit-bourgeois auquel vous nous amalgamez avec tant de légèreté. La même situation catastrophique est apparue dans le domaine du combustible. Ce n'est là un secret pour personne. Et pourtant dans ces organismes l'Opposition ouvrière est inexistante. Nous n'avons donc pas pu y apporter notre anarchisme. Or nous savons que les choses resteront là ce qu'elles sont, car plus que tous autres, ces départements ont tenu les organisations ouvrières à l'écart. *Ces départements économiques ont eu peur du contrôle ouvrier et nous récoltons aujourd'hui les fruits de cette politique.*

S'inscrivant en faux contre une prétendue croissance des effectifs ouvriers du Parti, Chliapnikov fera état au contraire de leur déclin et n'hésitera pas à parler de dégénérescence :

(...) Le camarade Krestinski (alors secrétaire du Parti) nous a donné, en les soulignant, des chiffres se rapportant aux effectifs ouvriers de notre Parti et, à titre d'exemple, il a parlé de la composition sociale de nos comités provinciaux. Je me permets de mettre en doute l'exactitude de ses déductions. Un certain nombre de faits nous disent le contraire de ce que le camarade Krestinski voudrait nous faire admettre comme incontestable. Le Comité central cherche à démentir ce que tout le monde sait, à savoir que *notre Parti est en train de dégénérer et que l'on y constate un afflux d'éléments qui nous sont étrangers.* Nous sommes donc menacés de voir l'influence de l'élément petit-bourgeois s'accroître dans notre Parti et la mentalité de cet élément s'y infiltrer profondément. Les faits qui en témoignent ne manquent pas.

Et Chliapnikov aborde un des points essentiels de ce que l'Opposition ouvrière reproche à la Direction du Parti, à savoir la désaffection des prolétaires. A ce sujet, il soulignera le pourcentage infime de communistes dans les syndicats d'industrie les plus avancés :

Examinons les faits et les chiffres ; voyons par exemple ce qu'il en est dans ce fameux Pétrograd auquel on aimait tant, il n'y a pas si longtemps, à se référer (aujourd'hui on fait sur lui le silence).

Quel est le pourcentage des membres du Parti parmi les métallos pourtant considérés comme les ouvriers révolutionnaires les plus avancés. Pas même 2%. Je suis en possession de quelques chiffres sur les effectifs du Parti chez les métallos de Moscou. Ces chiffres portent sur quarante et une usines employant environ 22.000 ouvriers. Or savez-vous combien le Parti compte d'adhérents parmi ces ouvriers d'usine ? 4%. Voilà quelle est la situation dans les branches industrielles les plus importantes, celles dont les prolétaires ont toujours marché en tête du mouvement révolutionnaire ; aujourd'hui ces branches industrielles ne nous donnent plus qu'un pourcentage infime de partisans.

(...) Or notre Comité central, sachant très bien que, dans cet ordre d'idées, les choses sont loin d'être favorables, n'a pas réussi non seulement à recruter de nouveaux adhérents prolétaires, mais même à retenir dans nos rangs ceux que les efforts de milliers de militants ouvriers étaient parvenus, dans tous les coins de notre immense pays, à y attirer. Il n'y a pas, semble-t-il, la moindre ville industrielle, ni même une seule province, qui n'aient connu elles aussi cet exode massif de l'élément ouvrier des rangs du Parti. Et qu'a fait le Comité central pour enrayer ce mouvement ? Absolument rien. Il s'est en quelque sorte désintéressé de cet exode ; mais dans son rapport sur l'accroissement des effectifs, il s'est évertué à nous montrer que nous sommes en pleine croissance... Mais cette croissance quantitative s'accomplit au détriment de la qualité.

(A suivre.)

Marcel BODY.

ERRATA

Deux coquilles se sont glissées dans le précédent article de Marcel Body : *l'Insurrection de Cronstadt et le X^e Congrès du P.C.*

P. 10-154, ligne 24, deuxième colonne, lire : 10. Suppression des sections politiques (communistes) dans toutes les unités de l'armée ;

P. 10-156, lire dans la troisième citation du discours d'ouverture de Lénine, première colonne : « On ne pourra vaincre cette peste qu'en organisant les travailleurs, afin qu'ils fassent non seulement bon accueil aux décrets de l'Inspection ouvrière et paysanne, mais puissent aussi, par son intermédiaire, faire de leur droit une réalité, ce qui aujourd'hui n'est pas le cas, tant dans les campagnes que dans les villes, voire dans nos capitales. »

A travers les

LIVRES

MEMOIRES POLITIQUES

de François MAURIAC (Grasset)

J'aime bien Mauriac. Quand je tombe sur un article de Mauriac, je lis avec plaisir. Mais trois ou quatre cents articles, ça change ! L'indigestion est vite là.

Les articles, qu'il a essayé de présenter en un certain ordre (Guerre d'Espagne, Guerre 39-40, Occupation, Libération) vont de 1936 à 1950. Est-on sûr au moins d'avoir tout, tout ce que Mauriac a pu écrire, en matière politique, durant ces quinze années ? Non, on ne l'est pas. Je ne trouve pas trace par exemple d'un certain article où il était question de la voix « presque intemporelle » du Père Pétain.

Par contre je m'amuse un peu à voir ce que le gaulliste total d'aujourd'hui, le gaulliste idolâtre, pouvait écrire en octobre 1950 :

« PROPOS D'UN CANIBALE ». — Je ne trouve pas du tout mauvais qu'une gazette russe me traite de « cannibale » parce que j'ai refusé de signer l'appel de Stockholm ; mais il me déplaît fort que de jeunes Français s'accordent avec ce confrère soviétique... C'est bien pourtant ce que fait M. Domenach, rédacteur en chef d'*Esprit*.

« ... Nous avons tort ou raison de croire que la Russie soviétique y regarderait à deux fois avant d'attaquer une Europe unie et armée, forte du prestige de l'O.N.U. et soutenue par la puissance des Etats-Unis d'Amérique. Nous avons tort ou raison de croire que la neutralité de l'Europe —

moins l'Angleterre — est une absurdité diplomatique, politique, géographique qu'aucune tête bien faite ne saurait envisager plus de quelques secondes. Nous avons tort ou raison de croire que les hommes qui prétendent ne faire aucune différence entre le bloc soviétique et l'O.N.U., et qui se donnent les gants de les renvoyer dos à dos sont de redoutables boute-feux. Il n'en demeure pas moins que pour tout esprit non prévenu, c'est l'horreur de la guerre qui fixe notre attitude et que l'argument sans portée dont use un journal russe devient dans la bouche d'un Français la plus insupportable imposture.»

JEAN FONTAINE, UN MAÎTRE A PENSER

(Imprimerie Nouvelle Lyonnaise, Lyon)

Notre camarade Fontaine nous a quittés, l'année dernière, à l'âge de 87 ans. C'avait été une longue vie de militant (instituteur), ayant connu les tribunaux de la bourgeoisie et les camps de déportation de Vichy, aux confins du Sahara.

Son épouse vient d'avoir la bonne idée de réunir en une brochure les articles que le camarade

avait donnés au « Monde Libertaire » entre 1958 et 1966.

Toutes ces pensées sont d'ordre économique. Je leur donne toute ma louange. L'inspiration, en effet, est celle de la *Liberté*. Chose étrange : en un temps où presque tous les socialistes accumulaient réglementation sur étatisation, il s'est trouvé un homme pour répéter avec persévérance : Non ! Ce n'est pas le bon chemin. Le bon chemin est celui qui passe, d'abord, par la liberté.

Ah ! Comme on aurait aimé que des Algériens, par exemple, l'entendent ce camarade ! — ces pauvres Algériens qui, à peine parvenus à l'indépendance nationale, se lancent délibérément dans l'esclavage d'une impossible autarchie !

« Je crois, dit Fontaine, je crois que notre rôle à nous, libertaires, est de rester fidèles aux thèses économiques de nos grands ancêtres, Bakounine, Kropotkine, Proudhon, et combien d'autres qui voyaient dans le jeu de l'économie libre, dans la libre circulation universelle des biens et des personnes, dans le respect des biens acquis par son travail propre, les voies les plus sûres qui conduisent les hommes à la paix et à la prospérité. »

J. PÉRA.

CEUX QUI S'EN VONT

LA MORT D'ISAAC DEUTSCHER ET « LA REVOLUTION INACHEVÉE »

Durant les dernières années de sa vie, Rosmer a eu de fréquents contacts, au moins par lettres, avec Isaac Deutscher, alors que celui-ci rééditait les trois tomes de sa biographie de Trotsky. J'ai le souvenir très précis de l'intérêt passionné que Rosmer portait à cette œuvre. Il regrettait seulement que la traduction française paraisse sans index et sans une certaine illustration photographique dont bénéficie, je crois, l'édition anglaise. L'estime des deux hommes était réciproque ; Deutscher savait l'amitié et l'estime mutuelle qui liaient Rosmer et Trotsky. Il vint spécialement d'Angleterre pour prendre la parole lors de l'incinération de notre ami et la « R.P. » devrait bien retrouver le texte de ce discours et en polir la trauction.

Et maintenant, à soixante ans, c'est Deutscher qui disparaît. Il est mort subitement, le 19 août 1967, alors qu'il faisait, à Rome, un séjour de vacances avec sa famille.

Deutscher était né près de Cracovie, dans une partie de la Pologne alors sous domination autrichienne. C'est dans le Parti communiste polonais qu'il milita d'abord, mais, exclu en 1932, il rejoignit les trotskistes. Réfugié en Angleterre en 1939, il était devenu, je crois, citoyen britannique. C'est à Londres en tout cas qu'il résida. Sa connaissance approfondie des réalités soviétiques en fit un collaborateur de choix pour des hebdomadaires aussi exigeants qu'*Economist* et *Observer*. Mais c'est finalement vers ces travaux de plus grande ampleur qu'il s'orienta : ses biographies de Staline, de Trotsky dépassent le cadre de simples biographies pour constituer des éléments irremplaçables de l'histoire de la Révolution Russe et de ses suites. Dans son *Staline*, il n'avait pas attendu le rapport « secret » de Khrouchtchev pour apprécier lucidement le règne du despote ; la comparaison avec Hitler, dans le dernier chapitre est à retenir (cf. édition du livre de poche, p. 673). Dans les trois volumes du *Trotsky*, la sympathie de l'auteur pour le sujet est évidente mais elle le pousse seulement à être encore plus scrupuleux sur la documentation, plus prudent dans ses analyses. Du *Lénine* qui était en préparation, souhaitons que l'on connaisse bientôt ce que Deutscher avait déjà pu écrire.

Souhaitons surtout que paraisse bientôt en français le dernier ouvrage, *The Unfinished Revolution, Russia 1917-1967* (La Révolution inachevée) qui vient de paraître en Angleterre et qui réunit des conférences prononcées cette année à Cambridge. Pour Deutscher, ce cinquantenaire était aussi le centenaire de *Capital*. C'est en marxiste qu'il y étudia le bilan de ces cinquante dernières années. Pas de meilleure façon de commémorer la Révolu-

tion : commémorer non pour se gargariser de mots sur l'héroïsme des grands ancêtres, mais pour que l'on sente bien que la révolution n'a pas eu lieu si on ne veut plus la continuer. Or, de la Russie des Tsars à l'U.R.S.S. de 1967, que voyons-nous : une industrialisation, une urbanisation dont les pionniers de 17 ne pouvaient avoir l'idée ; autre progrès incontestable, celui de l'alphabetisation générale. A quel prix ces changements ont-ils été obtenus. N'est-ce pas, en plus des crimes, au prix de la reconstitution d'une ou de plusieurs classes privilégiées ? Et quelle a été la politique internationale, pendant ces cinquante ans, de ceux qui étaient, en principe, les continuateurs des participants à Zimmerwald ? Tourné vers l'analyse des inquiétudes actuelles, le livre se termine par une étude critique des relations sino-soviétiques.

C'est indirectement, par une longue et sympathique analyse du livre dans le *Times Literary Supplement* que je trouve ces informations. Souhaitons pouvoir lire bientôt l'ouvrage tout entier. Son titre me paraît doublement significatif. Pour Deutscher, raisonnablement optimiste, après cette première phase au cours de laquelle les grands crimes de Staline ont pu faire croire que la révolution était « défigurée » ou « trahie », elle peut et doit se poursuivre ; inachevée, donc, mais pour le moment seulement. Mais, pour nous, cette « inachevée » a aussi une autre signification car c'est à l'œuvre d'historien de Deutscher que nous ne pouvons nous empêcher de l'attribuer. Nous savons qu'il avait encore beaucoup à nous apprendre et rien ne nous paraît plus injuste dans la mort d'un compagnon que ces paroles de lui que nous attendions et que nous ne pouvons plus espérer...

Gilbert WALUSINSKI.

Bibliographie : en français, *Staline* (Gallimard ou Livre de poche n° 1284) ; *Trotsky* (3 vol., Julliard) ; *La Russie après Staline* (Le Seuil) ; en anglais, *The Unfinished Revolution* (Oxford University Press).

GUY FERRARD

Postier et militant postier, Guy Ferrard est mort dans les premiers jours de juillet.

Membre du groupe ICO (Information et correspondance ouvrières) dont il partageait les opinions, il avait quelques désaccords avec notre orientation générale. Il n'en était pas moins un abonné fidèle.

Nous regrettons ce solide et loyal compagnon.

LES FAITS DU MOIS

SAMEDI 1^{er} JUILLET. — On apprend que le nombre des chômeurs de la région parisienne était de 15.912 en mai, contre moins de 12.000 en 1966.

Célébration du centenaire de la Confédération du Canada. Emeutes paysannes au Bengale, encouragées par Pékin. Moïse Tschombé est enlevé en pleine ciel et emmené en Algérie.

DIMANCHE 2. — Elections en Allemagne de l'Est: le P.C. obtient 99,93 % des suffrages.

Le congrès S.F.I.O. pose des conditions à la fusion dans la F.G.D.S.

LUNDI 3. — M. Pompidou et sa suite débarquent à Moscou.

MARDI 4. — Au Soudan, des combats entre tribus font plus de 100 morts.

MERCREDI 5. — A Djibouti, arrestation de 7 personnalités politiques.

JEUDI 6. — La France renonce à construire un avion de combat avec la Grande-Bretagne.

Mort de l'ancien député anglais Zilliacus, à 73 ans.

VENDREDI 7. — Procès à Madrid du dirigeant des commissions ouvrières Julian Ariza.

SAMEDI 8. — Michelin décide de fermer ses écoles de Clermont-Ferrand qui accueillent 7.000 enfants.

Grève générale au Maroc pour protester contre l'arrestation de Mahjoub ben Sediq, qui avait pris l'initiative de manifestations antijuives.

LUNDI 10. — L'U.N.E.F. se retire de la Conférence Internationale des Etudiants qui reçoit des subsides du C.I.A.

A Bruxelles, la France s'oppose à l'admission de la Grande-Bretagne à la Communauté des « Six ».

Washington et Londres refusent d'aider le Nigeria contre la sécession du Biafra.

MARDI 11. — Le Bureau de l'U.N.E.F. n'obtient qu'une faible majorité à son congrès.

Elections au Mexique, le parti gouvernemental a 177 élus sur 178.

MERCREDI 12. — 5.000 agriculteurs manifestent à Guéret. A Rabat, Ben Sediq est condamné à 18 mois de prison.

JEUDI 13. — Conférence communiste à Budapest. Absence de la Roumanie.

Emeutes raciales à Newark (U.S.A.): 12 morts, 600 blessés.

LUNDI 17. — A Prague, le journaliste Jean Bénès condamné à 5 ans de prison.

MARDI 8. — Grève de la presse dans la région lyonnaise pour protester contre le licenciement de 418 salariés.

MERCREDI 19. — Tschombé est jugé à huis clos à Alger.

VENDREDI 21. — Grève de 36 heures des contrôleurs de la S.N.C.F.

L'Assemblée de l'O.N.U. se sépare sans trouver de solution au conflit israélo-arabe.

SAMEDI 22. — Madrid est satisfait de ses premiers contacts en vue de son admission au Marché commun.

DIMANCHE 23. — Détroit est la proie d'émeutes: 6 morts, 200 blessés.

LUNDI 24. — De Gaulle s'écrie à Montréal: Vive le Québec libre!

A Tunis, 59 personnes qui s'étaient livrées à des actions de pillage et d'incendie contre les Juifs sont condamnées à des peines de 2 mois à 4 ans de prison.

JEUDI 27. — Mort de Paul Rassinier, à 61 ans.

LUNDI 31. — Ordonnances gouvernementales sur la Sécurité Sociale. Cotisations augmentées, prestations diminuées, suppression des élections aux conseils d'administration où les salariés ne seront plus en majorité.

MARDI 1^{er} AOUT. — A Tunis, condamnation à 20 ans de travaux forcés d'un étudiant qui avait incité la foule à saccager les magasins juifs et à brûler la synagogue.

A La Havane, un leader noir des U.S.A., Stokely Carmichael, déclare: Nous tuons les premiers.

SAMEDI 5. — A Cognac, grève des verriers chez Saint-Gobain. La police occupe l'usine.

A Bucarest, Willy Brandt admet l'existence des deux Allemagnes.

LUNDI 7. — L'île Maurice vote pour l'indépendance.

MARDI 8. — En Espagne, les commissions ouvrières s'affirment comme un mouvement unitaire, démocratique, indépendant.

VENDREDI 11. — A Alger, M. Taleb annonce que l'enseignement va être entièrement arabisé à partir de la deuxième année primaire.

SAMEDI 12. — Quatre grévistes de Saint-Gobain sont condamnés à 1 mois de prison avec sursis par le tribunal d'Angoulême.

A Rangoon, l'armée fait 18 morts et 49 blessés parmi la foule qui pillait des entrepôts de riz.

MERCREDI 16. — A Tunis, la cour de cassation annule les condamnations de M. Smadja.

JEUDI 17. — Les locaux du consulat russe sont saccagés à Pékin.

VENDREDI 18. — Sans rompre avec la majorité, M. Giscard d'Estaing critique les actes du chef de l'Etat et son « pouvoir solitaire ».

MARDI 22. — A Pékin, les gardes-rouges mettent le feu à l'ambassade britannique.

MERCREDI 23. — L'U.R.S.S. et les U.S.A. déposent à Genève un même projet de non prolifération nucléaire. Bourguiba dénonce « la catastrophique erreur » de Nasser.

JEUDI 24. — Un accord serait en vue pour l'évacuation des troupes égyptiennes du Yémen.

VENDREDI 25. — Bull annonce la fermeture de deux usines dans la région lyonnaise.

SAMEDI 26. — Réunion à Karthoum des chefs d'Etat arabes: l'Algérie et la Syrie absentes.

LUNDI 28. — En Grande-Bretagne, le premier ministre Wilson s'attribue également les affaires sociales.

MARDI 29. — Arrestation au Caire de l'ancien chef de l'armée et de nombreuses personnalités.

MERCREDI 30. — En Algérie, nationalisation de plusieurs sociétés pétrolières.

A Rome, accord italo-tunisien, pour l'indemnisation des colons dont les terres ont été nationalisées en 1964.

JEUDI 31. — Mort de Moscou de l'écrivain Ilya Ehrenbourg.

D'où vient l'argent ?

MOIS DE JUILLET-AOUT 1967

RECETTES :	
Abonnements ordinaires	477,20
Abonnements de soutien	270,00
Souscription	171,10
Vente au numéro	48,50

Total des recettes 966,80

En caisse au 1-7-67 1.145,59

2.112,39

DEPENSES :	
Impression, expédition numéro mai	1.576,04
Téléphone	91,20
Confection bandes	40,00
Frais de déplacement	90,00

Total des dépenses 1.797,24

En caisse au 31-8-67 315,15

2.112,39

ABONNEMENTS DE SOUTIEN

Fradin (Essonne), 35; Rivière (Rhône), 40; Mahé (Finistère), 35; Bichon (Seine-Saint-Denis), 30; Maleysson (Haute-Loire), 30; Pellet (Bouches-du-Rhône), 20 (6 mois); Clorennec (Paris), 50; Lippe (Bruxelles), 30. — Total : 270.

SOUSCRIPTION

Héran (Avayron), 5; Colonna (Var), 5; Louzon (Alpes-Maritimes), 100; Nanta (Paris), 10; Aulas (Alpes-Maritimes), 5; Caps (Gironde), 5; Liège (Vienne), 5; Lacrouts (Calvados), 30; Lippe (Bruxelles), 6,10. — Total : 171,10.

Nota: Attention! « les basses eaux » continuent et s'aggravent. La marée d'équinoxe nous apportera peut-être autant de mandats que les mois de vacances nous ont apporté de lettres polémiques.

LES EDITIONS SYNDICALISTES

21, rue Jean-Robert, PARIS (18^e) — C.C.P. 21.764-88 Paris — Tél. 607-02-06

Vient de paraître :

J'AVAIS VINGT ANS, de René MICHAUD 15,—
Les années 10 et 20 de ce siècle vues à travers les souvenirs de jeunesse d'un ouvrier et militant. Un bel ouvrage édité par nos soins.

Notre coopérative vous rappelle ses autres éditions :

LA PRESSE QUOTIDIENNE, Ceux qui la font, ceux qui l'inspirent, de Nicolas FAUCIER 15,—
Une œuvre unique de documentation par un travailleur de la presse.

LES SYNDICATS AMERICAINS, une brochure de Maurice LIME .. 3,—
Etude critique du rapport de Robert Kennedy, pour comprendre le syndicalisme américain d'aujourd'hui.

LES RESPONSABILITES ACTUELLES DU SYNDICALISME, par « La Table Ronde syndicaliste de la Loire » 2,—
Etude collective de militants des différentes centrales ouvrières.

L'ACTUALITE DE LA CHARTE D'AMIENS, de Roger HAGNAUER 1,—
(préface de Pierre Monatte)
Cette brochure contient le texte de la célèbre charte, base de l'indépendance syndicale.

Nous rappelons aussi les livres suivants, ouvrages de base et d'actualité :

AUTOGESTION, Etudes, débats, documents (cahier n° 2) 9,—

MOSCOU SOUS LENINE, d'Alfred ROSMER 6,—
(préface d'Albert Camus)
Pour participer, dans la vérité historique, au cinquantenaire de la Révolution russe : témoignage direct et vivant des premières années de la révolution.

LAICITE, de Jean CORNEC 16,—

LES JOIES ET LES FRUITS DE LA LECTURE, de Roger HAGNAUER 6,—
Pour la formation du jeune travailleur et du jeune militant.

Prix spécial pour le dernier livre de **Maurice DOMMANGET**

LA CHEVALERIE DU TRAVAIL FRANÇAISE

un ouvrage que tout syndicaliste, tout ouvrier militant,
tout étudiant en histoire sociale, doit avoir lu.

Notre coopérative peut livrer ce beau livre au prix spécial de F 12,—

Nota : ajouter 10 % pour frais d'envoi.